



Sixième Conférence Régionale  
Africaine sur les Femmes  
*Revue à mi-parcours de la mise en œuvre des  
plateformes d'action de Dakar et de Beijing*

Douze notes d'évaluation préliminaire des  
douze domaines prioritaires des Plateformes  
d'action de Dakar/Beijing

## Les femmes, la communication, l'information et les arts

**DISTRIBUTION INTERDITE**

ECAC  
305-055.2(F)  
ARCW6 W8723  
c.2



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

Economic Commission for Africa  
Commission économique pour l'Afrique



**La Sixième Conférence Régionale sur les Femmes  
Revue à Mi-Parcours de la Mise en Oeuvre  
des Plateformes d'Action de Dakar et de Beijing**

**Rapport d'évaluation préliminaire  
ECA/ACW/RC.VI/99/6B**

**Femmes, Information, Communication et Arts**

**Novembre, 1999**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>2. CHEMINEMENT HISTORIQUE CONDUISANT À BEIJING 95 .....</b>	<b>3</b>
2.1. Conférences et Déclarations Internationales.....	3
2.2. Le Symposium de Toronto (Février 1995).....	3
<b>3. PROBLÉMATIQUE.....</b>	<b>5</b>
3.1. Médias / Miroirs déformants dominés par les hommes.....	5
3.2. Mettre l'information et les TIC au service du développement global en Afrique.....	8
3.3. Objectifs poursuivis et mesures à prendre.....	10
<b>4. UN APRÈS-BEIJING TENACE MALGRÉ UN CONTEXTE RÉGIONAL TOURMENTÉ.....</b>	<b>11</b>
<b>5. MÉCANISME DE SUIVI AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES.....</b>	<b>12</b>
<b>6. SUIVI À L'ÉCHELLE AFRICAINE.....</b>	<b>15</b>
6.1. Réunions sous-régionales .....	15
6.2. Autres réunions et rencontres régionales.....	16
<b>7. SYNTHÈSE DES PROGRÈS RÉALISÉS .....</b>	<b>17</b>
7.1. Appui de la Communauté Internationale.....	17
7.2. Initiatives marquantes à l'échelle régionale.....	19
7.3. Impact et limites des progrès réalisés .....	22
<b>8. PROGRÈS RÉALISÉS AU NIVEAU DES PAYS.....</b>	<b>24</b>
8.1. Thème 1: Mécanismes mis en place et priorité "Femmes et médias" .....	24
8.2. Thème 2: Les médias au service de la Plate-forme de Beijing.....	26
8.3. Thème 3: Formation pour les professionnels des médias .....	26
8.4. Thème 4: Équité de l'emploi dans le secteur de l'Information.....	27
8.5. Thème 5: Médias et combat contre la violence envers les femmes.....	28
8.6. Thème 6: Observatoire/Centres d'information/Recherches sur la femme.....	28
8.7. Thème 7: ONG Féminines et communication .....	29
8.8. Thème 8: L'Art au Féminin.....	30
8.9. Thème 9: Création de nouvelles structures d'information et de communication....	31
8.10. Analyse des progrès réalisés par les pays africains .....	33

<b>9. CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	<b>36</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>37</b>
<b>Atelier d’Evaluation .....</b>	<b>39</b>

## 1. INTRODUCTION

La question de la femme n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis la proclamation de l'année 1975 comme année internationale de la femme, suivie de la décennie des Nations Unies pour la femme (1976–1985).

L'évaluation des actions menées au cours de cette décennie dégage un changement très encourageant dans l'approche de la question. C'est ainsi que l'on reconnaît de plus en plus que les problèmes d'égalité et de développement auxquels les femmes sont confrontées ont pour cause les rapports inégaux de pouvoir et d'autorité entre hommes et femmes. Les spécificités liées aux réalités culturelles, socio-économiques et politiques propres à chaque région se chargent bien souvent de renforcer ou de sublimer – c'est selon – ces rapports d'inégalité.

Le nouveau concept de GENRE qui désigne « la position des rôles et responsabilités culturellement déterminés de l'homme et de la femme », a contribué à montrer l'origine des images reçues, des stéréotypes et des préjugés véhiculés entre autres par les médias dans leur diversité.

La conférence Régionale de Dakar et la plate-forme d'action Africaine qu'elle a engendrée ont constitué une mobilisation historique pour la participation active du Continent à la conférence de Beijing sur la femme. De même que la participation des états africains au sommet mondial prouve l'importance qu'accorde le Continent aux nouveaux enjeux économiques et sociaux qui s'imposent à lui et dont il faut tenir compte s'il veut gagner le pari du progrès.

Tous les pays participants se sont donc engagés à adopter des politiques conformes aux recommandations et à la Plate-forme de Beijing. Cinq ans plus tard, la 6ème Conférence Régionale Africaine sur la Femme se propose de faire le point de la situation dans le cadre d'un examen à mi-parcours de l'exécution de cette Plate-forme au niveau de l'Afrique.

L'organisation de cette conférence fait partie des mécanismes mis en place au niveau international pour le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des plate-formes mondiales relatives à la promotion des femmes. Chacune des cinq commissions économiques régionales créées par les Nations-Unies est chargée d'organiser des concertations régionales afin d'en rendre compte à l'échelle mondiale. C'est ainsi que la 6ème Conférence Régionale a pour objectif de faire l'évaluation africaine en prévision de la Revue Mondiale (Beijing + 5) attendue en Juin 2000 et organisée par les Nations-Unies.

A l'instar du Programme d'Action de Dakar, la plate-forme mondiale de Beijing a identifié 12 domaines critiques. Elle déclare à ce sujet:

« L'étude des progrès réalisés depuis la Conférence de Nairobi fait apparaître des problèmes particulièrement préoccupants dans certains domaines qui sont de ce fait des domaines prioritaires où l'action s'impose d'urgence. Tous les acteurs devraient axer leur action et leurs ressources sur les objectifs stratégiques dans ces domaines critiques, qui sont nécessairement liés entre eux, interdépendants et prioritaires. Ils devront créer et utiliser des mécanismes de vigilance qui rendront compte de ce qui aura été fait dans chacun de ces domaines critiques ».

A cette fin, les gouvernements, la communauté internationale et la société civile, y compris les organisations non gouvernementales du secteur privé, sont appelés à prendre des mesures stratégiques dans les domaines critiques ci-après:

- La persistance de la pauvreté qui pèse de plus en plus sur les femmes ;
- L'accès inégal à l'éducation et à la formation, et les disparités et insuffisances dans ce domaine ;
- L'accès inégal aux soins de santé et aux services sanitaires et les disparités et insuffisances dans ce domaine ;
- La violence à l'égard des femmes ;
- Les effets des conflits armés et autres sur les femmes, notamment celles qui vivent sous occupation étrangère ;
- L'inégalité face aux structures et politiques économiques, à toutes les formes d'activité de production, et à l'accès aux ressources ;
- Le partage inégal du pouvoir et des responsabilités de décision à tous les niveaux ;
- L'insuffisance des mécanismes de promotion de la femme à tous les niveaux ;
- Le non-respect des droits fondamentaux des femmes et les carences de la promotion et de la protection de ces droits ;
- Les images stéréotypées des femmes et l'inégalité de l'accès et de la participation à tous les systèmes de communication, en particulier les médias ;
- Les disparités entre les hommes et les femmes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement ;
- La persistance de la discrimination à l'égard des petites filles et des violations de leurs droits fondamentaux.

Tous ces domaines, d'action stratégique étant intimement liés entre-eux, on ne soulignerait jamais assez l'importance de l'information et de la communication non seulement comme domaine prioritaire spécifique, mais aussi comme vecteur fédérateur, pouvant être utilisé selon une approche transversale dans la concrétisation interactive de tous ces domaines critiques.

Consciente du rôle déterminant de l'information, la Conférence des Ministres de la CEA chargés de la planification a adopté au lendemain de la Conférence mondiale de Beijing l'initiative sur la société africaine de l'information (AISI). Son but est d'asseoir les stratégies et les infrastructures adéquates pour l'utilisation maximale de l'information et de la communication dans l'effort de développement en Afrique. Utilisée de manière stratégique et optimale, cette initiative ne peut qu'aider à mieux appréhender la réalité de la femme africaine et promouvoir sa condition à tous les niveaux.

La présente note de synthèse tentera de prendre la mesure des progrès réalisés en Afrique dans la mise en œuvre des recommandations de la Plate-forme mondiale relatives au domaine critique (10): Femmes, Information, Communication et Arts.

## **2. CHEMINEMENT HISTORIQUE CONDUISANT À BEIJING 95**

### **2.1. Conférences et Déclarations Internationales**

- La Plate-forme mondiale confirme les principes énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et s'inspire des stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, ainsi que des résolutions pertinentes adoptées par le Conseil Economique et Social et L'Assemblée Générale.

- Le Programme d'action reconnaît aussi l'importance des décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, de la Conférence Mondiale sur les Droits de l'Homme, de la Conférence Internationale sur la Population et de Développement et du Sommet Mondial pour le Développement Social. Ces derniers ont tous défini des perspectives et des engagements propres à favoriser le développement durable et la coopération internationale, et à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies à cette fin.

- La Conférence internationale sur la nutrition et la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous ont abordé les divers aspects du développement et des droits de l'homme, chacune dans sa perspective propre, en accordant une grande attention au rôle des femmes et des filles.

- La déclaration de Genève pour les femmes et la déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ont aussi été l'occasion de mettre l'accent sur la question du renforcement du pouvoir d'action des femmes et sur celle de leur égalité.

- La Conférence Régionale Africaine sur les Femmes (DAKAR 94) a aussi inspiré le Sommet de Beijing dans l'identification de ses domaines critiques nécessitant l'intervention concertée de tous pour une réelle intégration/ reconnaissance des femmes dans le processus de développement. Les pays africains participant à la 5ème Conférence Régionale Africaine se sont déclarés déterminés à appuyer totalement les femmes afin qu'elles puissent contribuer aux changements politiques et économiques que connaît l'Afrique aujourd'hui.

- Les assises de l'Afrique convoquées grâce à une initiative de l'UNESCO (Février 1995) ont soulevé la question fondamentale de l'accès des femmes aux médias notamment dans les communautés rurales. Elles ont souligné l'intérêt que présente la création de journaux et des radios communautaires en zones rurales, en tant que supports d'une communication participative au service du développement en Afrique. Les assises ont aussi exhorté les gouvernements à encourager la mise en œuvre de mesures concrètes en faveur de la participation des femmes en tant que secteur stratégique dans l'éducation et la transmission de la culture.

### **2.2. Le Symposium de Toronto (Février 1995)**

Peu avant la tenue de la conférence mondiale de Beijing, l'UNESCO a organisé un Forum international sur les femmes et les médias intitulé « Accès à l'expression et à la décision ». Les participants, composés de professionnels de l'information, chercheurs et délégués de diverses organisations internationales et non gouvernementales, ont débattu de l'importance des médias comme moyens d'accès à la connaissance, au droit, à l'expression et à la prise de décision. Ce

volet a été illustré au moyen de quelques exemples de stratégies d'information réussies qui ont intégré les femmes comme cible mais aussi comme acteur dans le processus de développement. Le symposium a réussi à dégager le thème prioritaire de « l'élimination des stéréotypes dans les médias », et a souligné dans sa plate-forme la « nécessité impérieuse de contrer les images et le traitement sous-valorisants des femmes dans les médias.

Cette plate-forme a vu dans les progrès réalisés par l'informatique des voies innombrables pour constituer des réseaux qui influent sur le comportement des individus. au-delà de tout autre pouvoir. C'est là une chance à saisir pour que les communications et les médias de manière particulière participent à la promotion du rôle des femmes dans le développement sur une base égalitaire et respectueuse de leurs droits.

La plate-forme a proposé de concrétiser cette nouvelle approche qui responsabilise les médias dans la revalorisation du rôle et de l'image de la femme en adoptant les objectifs importants qui dénotent une communauté d'esprit et de démarche avec les plate-formes de Dakar et Beijing:

1. Adopter des programmes d'action positive en faveur de l'égalité entre hommes et femmes, dont l'indispensable « à travail égal, salaire égal », un accès équitable à la formation, fixer des échéanciers pour atteindre une proportion équitable de femmes dans les postes de prise de décision, enfin des actions de lutte contre le harcèlement sexuel pour que les femmes puissent exprimer leur potentiel en tant que professionnelles des médias.
2. Reconnaître l'autorité des femmes comme source d'information, comme spécialistes et comme créatrices de points de vue, et par conséquent les reconnaître capables d'alimenter l'actualité sur quelque sujet que ce soit et ne pas les confiner dans le rôle de commentatrices des seuls sujets féminins.
3. Reconnaître l'importance des réseaux de médias de femmes dans le monde entier, ceux qui délivrent aux médias eux-mêmes les nouvelles sur les activités et les intérêts des femmes et ceux qui utilisent les circuits de médias alternatifs, pour être en contact avec les groupes de femmes et diffuser l'information qui les aide et les soutient.
4. Inclure les femmes professionnelles des médias dans les comités d'auto-réglementation du secteur médiatique ainsi que dans les autres comités exécutifs chargés de fixer les directions de la programmation, les budgets, les contrats et les affaires du personnel.
5. Encourager les employeurs du secteur médiatique à spécifier dans leurs annonces de recrutement et dans les statuts qu'ils pratiquent l'équité de l'emploi.

Le Symposium de Toronto a aussi défini les contours de l'action programmatique à mener afin de concrétiser les objectifs établis. Cette action tourne autour de deux axes clé: la sensibilisation et la formation, et comprend les repères suivants:

- a) Sensibiliser les hommes et les femmes travaillant dans les médias (professionnels comme dirigeants) afin qu'ils tiennent compte des points de vue féminins dans l'actualité lorsque celle ci couvre les divers domaines de la culture, l'éducation, la science, la politique et l'économie.
- b) Etablir des mécanismes de vigilance et de contrôle à l'encontre de tous les types de médias en vue de contrecarrer l'effet négatif des images discriminatoires ou constituant une violation des droits de la femme dans les domaines de l'information, de la publicité, du marketing et des loisirs.



- c) Encourager la création de programmes d'éducation et d'information sur les thèmes concernant les femmes.
- d) Diffuser la législation et les conventions internationales sur les femmes dans les langues locales afin d'apprendre aux femmes à connaître leurs droits.
- e) Concevoir à l'intention des gestionnaires des médias des programmes de sensibilisation aux questions de genre et les inciter à être vigilants en ce qui concerne les représentations discriminatoires et stéréotypées des femmes dans les médias.

### 3. PROBLÉMATIQUE

#### 3.1. Médias / Miroirs déformants dominés par les hommes

La révolution scientifique et technologique permet de plus en plus aux médias et autres moyens de communication d'accroître leur portée et leur pouvoir, faisant ainsi du monde un village planétaire, presque sans secrets. Ceci pourrait aussi contribuer à donner plus d'écho et de teneur aux débats/combats menés par et sur les femmes en vue de promouvoir leurs droits et leur statut si seulement ces médias étaient utilisés à bon escient. Or aussi bien la plate-forme de Dakar que celle de Beijing citent parmi les 12 problèmes critiques qui font obstacle à la promotion de la femme celui du traitement de l'information sur les femmes à travers les médias.

L'image qu'ils véhiculent sur les femmes ne s'est par affranchie des stéréotypes et des préjugés séculaires. Le point 10 se rapportant aux médias dit en effet que ces derniers « donnent encore une image déformée des femmes, de leurs rôles, et de la contribution qu'elles apportent à leur collectivité et à leurs pays. Parcequ'ils s'en remettent à des stéréotypes, ils tendent à renforcer une image démodée de la femme. »

La conférence de Beijing a par ailleurs relevé « la prégnance d'images négatives et dégradantes de la femme au moyen des différents supports –électronique, imprimé et audiovisuel– utilisés par les médias. Ces derniers ne donnent pas une représentation équilibrée de la diversité de la vie des femmes et de leur contribution à la société dans un monde en pleine évolution ».

Parmi les raisons qui se trouvent à l'origine de cette situation désavantageuse, les Plate-formes de Dakar (Novembre 94) et de Beijing (Septembre 95) citent l'hégémonie des hommes sur le monde des médias.

- a) Le décalage entre les hommes et les femmes inhibent le développement d'une information équilibrée
  - Selon les statistiques des Nations Unies, les femmes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine représentent moins de 25% des effectifs de la presse écrite, de la radio et de la télévision, contre 30 à 36% en Europe.
  - Selon une étude réalisée en 1995 pour l'Unesco (Margaret Gallagher, L'emploi des femmes dans les médias: une histoire inachevée, Paris, UNESCO, 1995), sur 200 organes d'information diffusés dans 30 pays, 7 seulement sont dirigés par des femmes, 1/4 seulement des informations télévisées traitent de questions relatives aux femmes, et les 3/4 de ces journaux sont présentés par des hommes.

- La même étude de l'UNESCO montre que la féminisation des médias n'implique pas une avancée réelle des femmes au niveau de la prise de décision. Sur 239 organisations observées, 8 seulement (petites chaînes de radio ou périodiques à faible tirage) implantées essentiellement en Amérique latine ont à leur tête une femme, soit à peine 3% des cas étudiés (4% en Europe et 1% en Afrique).
- L'on trouve généralement une fonction de direction pour 140 employés hommes, comparée à une fonction de direction pour 1000 employées femmes.
- Selon une enquête réalisée en 1995 dans 43 pays, le pourcentage moyen des femmes dans les différents médias est de 25%, il est de l'ordre de 30% en Afrique. Dans un pays comme la Tunisie, ce pourcentage a dépassé 22% (pourcentage enregistrée en 1994) pour atteindre 25% (1998).
- Les femmes restent minoritaires dans le domaine de la prise de décision relative à la gestion et à la programmation des médias. Elles n'occupent que 12% des postes dans les conseils d'administration et de direction des entreprises de radio et de télévision, et 9% dans ceux de la presse écrite.
- Dans plus de 83 pays, les femmes représentent au moins la moitié des effectifs des écoles de journalisme et de communication, mais à égalité de qualification, une femme a moins de chances qu'un homme de trouver un emploi dans les médias. C'est ainsi que dans ces pays, les femmes n'occupent effectivement que 26% des emplois permanents et à plein temps, contre 79% des emplois permanents à temps partiel et 44% des emplois temporaires.

L'influence réelle d'un groupe est généralement tributaire de la place qu'il occupe dans la hiérarchie d'une structure donnée. Or, les femmes sont souvent absentes dans les milieux possédant les moyens d'information et de communication, comme elles sont tout à fait minoritaires dans les rouages et les postes liés à la conception et à la création de l'information dans toutes ses variantes. Alors que l'administration résorbe une majorité de femmes, les activités techniques associées au monde de l'information, tout comme la conception, la création et la gestion restent dominées par les hommes.

De ce fait, les femmes sont souvent des consommatrices passives de l'information générée par les hommes, et en contrôlent très peu le contenu et l'impact.

Cette situation a commencé à changer, mais à échelle encore réduite, lorsque les femmes ont pris conscience de la nécessité pour elles de produire une information alternative, soucieuse des préoccupations et des sexospécificités de leur genre. Un peu partout dans le monde, des réseaux de femmes ont lancé des radios féminines, des radios communautaires, et autres supports pour exprimer et faire entendre leur différence.

#### b) Un décalage encore plus douloureux en Afrique

L'un des paradoxes que vit la femme africaine c'est qu'elle ait fait valoir son aspiration à l'égalité et la revendication de ses droits en recourant aux moyens de la communication. Mais plus de vingt ans après l'apparition de ce phénomène en 1975 comme un véritable mouvement politique, les femmes africaines ne maîtrisent toujours pas le monde de l'information et de la communication, et n'y sont même pas perçues comme des partenaires à part entière.

Prenons à titre d'exemple la question de l'emploi dans le secteur des médias, nous remarquerons que les femmes sont, loin d'y bénéficier d'une quelconque forme de parité, non seulement dans le domaine de l'emploi, mais aussi dans celui de la programmation, de la gestion et du contrôle de manière générale.

Cette constatation s'est vérifiée dans tous les autres domaines de l'information, de la communication et des arts.

Le problème n'est pas seulement une question de chiffres, car au-delà des statistiques qui ne représentent que la partie visible de l'iceberg, s'étend la problématique de la tradition, des avarismes culturels, des modèles économiques peu soucieux des différenciations sexospécifiques, etc...

C'est là un des aspects que le nouveau projet de développement sociétal en Afrique doit prendre en considération, en mettant l'information et les moyens de communication au service du développement, et de la promotion de sa moitié défavorisée: les femmes.

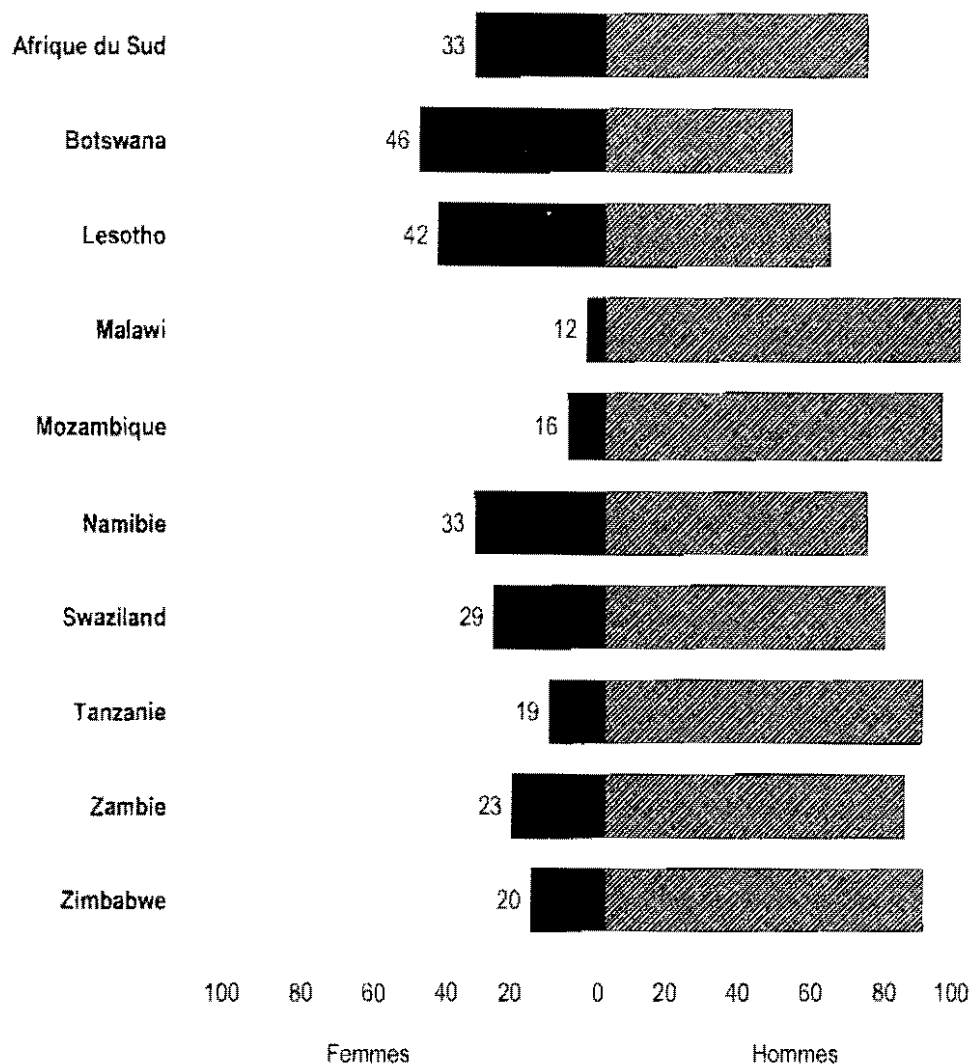
#### Emploi des femmes dans les médias

Pays	Catégorie	Nbre Total Nbre de femmes	% de Femmes	Année
GHANA	Journalistes	107/24	22,4	1989
2 quotidiens	Journalistes	130/21	16,1	
Agence de Presse (GNA)				
KENYA	Journalistes	250/25	10,0	1992
3 quotidiens				
NIGERIA	Ensemble du	Non	35,0	1989
Radio Fédérale	Personnel	communiqués	6,3	1989
New Ag. of Nigeria (NAN)	Journalistes			
SENEGAL	Journalistes	300/30	10,0	1990
Ens. Radio, TV, Presse Ecrite				
TOGO	Permanents	49/27	10,8	1986
Radio Togo	Permanents	142/23	16,2	1986
TV TOGO	Permanent	124/41	33,1	1986
Ag. Tog de Presse				
TUNISIE	Journalistes	Non	22,0	1993
Radio, TV, Presse Ecrite Et Ag. TN de Presse (TAP)		Communiqués		

**Source:** Enquête réalisée par l'UNESCO in: *L'emploi des femmes dans les médias, une histoire inachevée.* Paris 1995.

### Pourcentage de femmes et d'hommes dans les médias (1990-1995)

#### AFRIQUE AUSTRALE



**Source:** *Rapport mondial sur la Communication: Les médias face aux défis des nouvelles technologies*, UNESCO 1997

### 3.2. Mettre l'information et les TIC au service du développement global en Afrique

Selon le rapport mondial sur la communication publié par l'UNESCO en 1997, le développement de la société de l'information soulève le problème des inégalités qui caractérisent les pays industrialisés et les pays pauvres.

Le débat lancé par cette même organisation sur le « nouvel ordre mondial de l'information » (NOMIC) a mis en évidence les graves disparités qui persistent dans le domaine de la communication et des nouvelles technologies.

Selon ce rapport, « le grand écart est particulièrement frappant en Afrique qui compte seulement 1% des lignes téléphoniques disponibles dans le monde, avec 12% de sa population. En 1994, il y avait plus de lignes téléphoniques dans la seule ville de Tokyo que dans toute l'Afrique, alors

que la population de ce continent est trente fois supérieure à celle de la capitale japonaise. En 1995 le continent disposait d'une ligne téléphonique pour 100 habitants.

a) Disparités à l'intérieur de l'Afrique: en dix ans seulement, le nombre de lignes téléphoniques par 100 habitants – la télédensité – a doublé au Maghreb. En Afrique du Sud, ce nombre a accusé une hausse de plus de 2%. Mais en Afrique subsaharienne, la télédensité a stagné.

Ces inégalités sont aussi évidentes au niveau des équipements audiovisuels, de la production des programmes et du contenu. A peine 4 Africains sur 100 possèdent un récepteur de TV (soit 14,2% des foyers, alors qu'en Asie l'on enregistre 55,3% des foyers).

A l'heure actuelle, l'Afrique reste un continent « infopauvre, malgré l'évolution spectaculaire qu'elle est entrain de connaître dans le domaine des communications (perfectionnement des équipements, renforcement des réseaux de connexion, engouement du secteur privé pour investir de plus en plus dans ce domaine, etc...).

Si elle tient à gagner le pari du développement, l'Afrique est appelée à se mettre à jour et profiter des nouvelles technologies de l'information, sinon elle risque d'être lésée dans la négociation de sa place - et de son avenir –dans le nouvel ordre mondial de la communication.

L'accès inégal aux TIC à l'intérieur d'un même pays est certes causé par les disparités économiques en premier lieu, mais cela peut être aggravé par des disparités d'ordre culturel et géographique, ainsi que des différences dans la perception des genres. La somme de toutes ces différences risque d'handicaper toute tentative de développement global réel au niveau du continent.

b) Les TIC au service de la promotion de la femme Africaine: aujourd'hui, la promotion de la contribution de la femme qui fait résolument partie du processus du développement global peut et doit trouver dans le développement des médias un allié solide qu'il serait judicieux d'utiliser de manière optimale.

Cette « alliance tactique » dirait-on est d'autant plus importante que l'Afrique ne peut plus continuer à ignorer ou à mépriser sa moitié, les femmes, dont l'apport en tant qu'acteur de développement n'est plus à démontrer.

Mais en Afrique, le contrôle de l'information et de la communication par les femmes relèverait du domaine de l'utopie, lorsqu'on pense au taux d'analphabétisme qui y sévit encore.

- Chez les femmes, le taux d'analphabétisme est très élevé par rapport à celui des hommes, il était de 63,9% en 1995.
- 58% des filles fréquentent l'école primaire contre 73% des garçons. Selon le rapport du PNUD sur le développement humain (1996), l'Afrique Sub-Saharienne (140,5 millions d'habitants) contre 38% d'hommes et 62% de femmes analphabètes. Elle connaît le taux le plus bas de fréquentation scolaire: en 1992, seulement 20,3% des filles contre 25,9% pour les garçons allaient à l'école.

<b>Tableau comparatif du taux d'analphabétisme chez la population masculine et féminine de plus de 15 ans (1995)</b>		
Sous-région Pays	Population masculine	Population féminine
<i>Afrique du Nord</i>		
Tunisie	21,4%	45,4%
Egypte	36,4%	61,2%
<i>Afrique de l'Est</i>		
Kenya	13,7%	30,0%
Ouganda	26,3%	49,8%
<i>Afrique de l'Ouest</i>		
Togo	33,0%	63,0%
<i>Afrique Centrale</i>		
Cameroun	25,0%	47,9%
Tchad	37,9%	65,3%
<i>Afrique Australe</i>		
Afrique du Sud	18,1%	18,3%
Zimbabwe	20,1%	9,6%

Source: Annuaire statistique 98 - UNESCO

Pour toutes ces raisons qu'on peut illustrer au delà des statistiques par des preuves encore plus confondantes, l'Afrique vit une situation disproportionnée, à laquelle les conférences de Dakar (1994) et de Beijing (1995) ont consacré une réflexion profonde et des Plate-formes ambitieuses, en recommandant d'utiliser au mieux les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour l'éducation des femmes et des filles, le renforcement de leurs droits et de leur rôle dans le développement, et la revalorisation de leur image dans la société.

### 3.3. Objectifs poursuivis et mesures à prendre

Grâce aux progrès réalisés par l'informatique et les télécommunications, l'accès à l'information continue de s'élargir et ouvre de nouvelles possibilités pour la participation des femmes au monde de la communication et pour la diffusion de plus d'information sur elles. Mais les réseaux de communication sont aussi utilisés pour propager des images stéréotypées de la femme à des fins commerciales.

Les plate-formes de Beijing et de Dakar ont toutes deux déclaré que « tant que les femmes ne participeront pas sur le même pied d'égalité à toutes les activités techniques et à la prise de décision dans le domaine des communications et des médias ainsi que dans le domaine artistique, on continuera à donner d'elles une image fautive et à méconnaître la réalité de leur vie. Les médias ont la possibilité de jouer un grand rôle dans la promotion de la femme, en donnant des femmes et des hommes une image non stéréotypée, diversifiée et équilibrée, et en respectant la dignité et la valeur de la personne humaine ».

L'objectif spécifié dans la Plate-forme mondiale est donc double:

- Faciliter l'accès des femmes aux moyens d'information et aux médias dans des domaines d'égalité avec les hommes.

- Encourager l'élimination des stéréotypes sexuels par des études et des campagnes médiatiques.

Plusieurs actions ont été recommandées par les deux plate-formes dans la poursuite de ces objectifs, notamment:

- L'adoption par les gouvernements de programmes intégrant la sensibilisation au concept de genre, dans tous les établissements de formation et autres organisations liés aux médias, et ce en direction des hommes et des femmes de la profession.
- L'élaboration au niveau des médias de politiques résolument engagées en faveur des femmes.
- Trouver les fonds nécessaires pour la formation des femmes dans des domaines tels que le journalisme, la réalisation de films, vidéos, et des domaines spécialisés tels que les sciences, la technologie, l'environnement, l'économie, la politique et les problèmes y afférents ;
- Sensibiliser les responsables ainsi que les praticiens des médias pour assurer une couverture plus accrue des activités liées aux femmes ;
- Etablir des systèmes de contrôle au niveau des médias pour que l'image qu'ils reflètent des femmes soit plus positive, et responsabiliser ces médias en cas de propagation de stéréotypes négatifs ou d'exploitation des femmes et des filles à des fins pornographiques ;
- Promouvoir et renforcer des formes alternatives de communication (conte, théâtre), et plus particulièrement en milieu rural ;
- Entreprendre des études et réunir la documentation nécessaire sur les questions relatives au genre et médias, genre médias et culture.
- Réviser les politiques de communication et s'assurer que celles-ci sont sensibles au concept de genre et attachées au respect de la démocratie et de la liberté d'expression pour tous les membres de la société.

#### **4. UN APRÈS-BEIJING TENACE MALGRÉ UN CONTEXTE RÉGIONAL TOURMENTÉ**

Au cours des cinq dernières années, l'Afrique a connu et connaît encore des développements plutôt contradictoires, parfois heureux, avec des tentatives de démocratisation çà et là, mais bien souvent sanglants et tragiques. En effet, il n'est pas de sous-région sur le continent qui ne présente pas un foyer de tension pouvant dégénérer dans certains cas en un conflit endémique aux effets dévastateurs.

- L'Afrique de nord s'inquiète pour le Soudan dont le Nord et le Sud sont encore en conflit.
- L'Afrique de l'Est a trois conflits à gérer en Somalie, Burundi et au Rwanda.
- L'Afrique Australe compte elle aussi des zones de conflit en Angola et au Mozambique.
- L'Afrique de l'Ouest n'échappe pas à la règle avec les conflits qui persistent en Guinée équatoriale, au Sierra Leone et au Libéria.

L'Afrique Centrale fait face à un défi de plus: le conflit qui se poursuit au Congo Brazaville et en République Centre Africaine.

Les guerres fratricides qui secouent la Région accompagnent depuis quelques années déjà les transitions démocratiques qui s'y opèrent, exacerbées bien souvent par les complications et les déboires du sacro-saint ajustement structurel que certains utilisent pour justifier diverses formes d'abus et de gouvernance inique.

Toutes ces conditions qui se sont malheureusement réunies dans notre continent Africain ont freiné la réalisation des objectifs de développement économique et social, contribué à renforcer les clivages déjà existants et appauvri davantage les populations les plus exposées dont les femmes. Il est donc bien clair que des objectifs tels que la défense des droits de la femme ou la promotion de sa condition à tous les niveaux et dans tous les domaines dont la communication et les médias – n'ont pas toujours été au centre des efforts consentis par les gouvernements et les organisations internationales dans la Région. Toutefois, cette question devenue résolument à l'ordre du jour Africain, a acquis plus de ressort et de tonalité – surtout dans certaines sous-régions comme l'Afrique Australe et l'Afrique du Nord – grâce notamment aux multiples actions entreprises en vue de concrétiser les recommandations de Dakar et de Beijing dans ce domaine spécifique des femmes et des médias.

## 5. MÉCANISME DE SUIVI AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Depuis leur fondation, les Nations Unies oeuvrent pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce principe est consigné dans la charte des Nations Unies, et précisé dans les articles 1 et 2 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Les agences spécialisées des NU dépensent près de 20% de leur budget sur la diffusion de l'information et l'utilisation de diverses formes de communication électronique.

- Le **Conseil Economique et Social** est chargée de la coordination à l'échelle du système Onusien de la mise en œuvre de la Plate-forme mondiale, et veille à l'intégration de la composante genre et sexospécificité dans les politiques et les programmes du système des Nations Unies.
- Le **Comité Administratif du Coordination** (CAC) est chargé des aspects liés à la coordination de la politique des N.U pour l'application de la Plate-forme mondiale.
- Les **Conférences mondiales sur les femmes** (Mexico 75, Copenhague 80, Nairobi 85, Beijing 95). Celles-ci sont nourries en amont (préparation) et en aval (suivi et évaluation) par les conférences régionales sur les femmes (Afrique, Asie, Amérique Latine et Pacifique, Europe, Moyen Orient). Les Commissions économiques régionales sont des relais de ce mécanismes de suivi global coordonné par la Division de la promotion de la femme.
- La **Division pour la Promotion de la Femme** faisant partie du Secrétariat des Nations-Unies est chargée d'assurer la coordination pour l'exécution de la Plate-forme mondiale pour la période 1996 – 2000. Cette Division a créé le Comité Inter-Agences sur Genre et Développement dans lequel se retrouvent les représentants de toutes les unités chargées des questions femmes/genre et développement au sein de toutes les agences des Nations Unies.



En Octobre 1998, la Division a établi un questionnaire adressé aux gouvernements dans le but de recueillir des informations sur la suite donnée du Programme d'action de Beijing. Les renseignements tirés de ce questionnaire iront nourrir le rapport d'analyse et d'évaluation que présentera le Secrétaire Général en l'an 2000 à la 44<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée Générale (Juin 2000).

Le questionnaire comporte trois parties: (1) les orientations nationales en faveur de la promotion de la femme et l'égalité des sexes, (2) affectation des ressources et dispositions institutionnelles, (3) action menée dans les domaines critiques de la Plate-forme de Beijing.

- **La Commission de la Condition de la Femme** et le Comité pour l'Élimination de toute forme de discrimination contre les femmes (CEDAW) travaillent étroitement avec la Division sus-citée pour élaborer les politiques et les décisions à prendre en la matière.
- **Le Fonds de développement des N.U pour la Femme (UNIFEM)** a réussi – grâce à sa réforme structurelle – à rendre son programme plus cohérent et renforcer ses activités opérationnelles dans le cadre de l'exécution de la Plate-forme mondiale. Trois thèmes majeurs sont au centre des programmes de l'UNIFEM: renforcement du pouvoir économique et politique des femmes, mise en place de structures tenant compte de la parité entre les sexes, promotion des droits fondamentaux de la femme, et élimination de toute forme de violence contre elles. Parmi les stratégies que l'UNIFEM suit pour renforcer l'accès des femmes au pouvoir économique et politique, il y a lieu de citer les plus pertinents à nos yeux à savoir:
  - ♦ Encourager les agents pour le développement à accorder un appui politique et financier aux femmes, renforcer les capacités et l'encadrement des organisations et réseaux féminins
  - ♦ Favoriser des partenariats efficaces entre les organisations féminines, les gouvernements, le système Onusien et le secteur privé.

L'UNIFEM consacre une partie de son activité à mettre au point des instruments servant à la diffusion de données sur les actions entreprises aux médias, aux partenaires et aux responsables politiques. Le Site internet «Womenwatch» est l'un de ces instruments qui donne accès aux informations de l'ONU sur l'autonomisation des femmes et la problématique Hommes – Femmes.

- **L'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme (Instraw)** a été créé en 1975 sur la recommandation de la première conférence mondiale sur les femmes. Il est chargé de mener dans le monde entier des activités de recherche, de formation et d'information visant à valoriser la contribution essentielle des femmes au développement durable. Il s'attache à étudier les raisons qui empêchent les femmes de participer à égalité au processus de développement. L'Instraw travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les ONG, les universités et les organismes des N.U. Sa démarche consiste à mettre au point des méthodologies applicables aux programmes de formation et des approches portant sur différentes questions dont: l'image des femmes/ leur participation dans les médias et les moyens d'information parallèles

Les principaux organismes du système des N.U tels le PNUD, le FNUAP, l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale etc... se sont engagés eux aussi à intégrer les questions de sexospécificité:

- Le **PNUD**, dont les bureaux ont tous désigné des centres de coordination des questions concernant les femmes, accorde une attention particulière à la gouvernance, l'économie et l'égalité entre les sexes. Il appuie aussi la participation des femmes dans tous les secteurs politiques, économiques et sociaux et développe une nouvelle approche dans ce sens. Le PNUD a joué un rôle très actif dans l'adoption des plans nationaux du suivi de la Plate-forme de Beijing en particulier sur le continent Africain. Les plans sont axés dans leur majorité sur le renforcement des capacités nationales des pays du continent et des systèmes d'information en vue de faciliter l'échange des bonnes pratiques. Le PNUD a alloué 20% de ses ressources à la promotion de la condition de la femme et intégré la dimension genre dans tous ses programmes.
- Le **FNUAP** axe ses stratégies sur les liens entre l'émancipation économique des femmes, la parité entre les sexes et des droits en matière de procréation.
- L'**UNESCO** met l'accent sur l'égalité entre les sexes pour ses deux prochaines conférences mondiales. Au cours des deux dernières années, une nouvelle structure a été créée pour les activités opérationnelles en matière de promotion du rôle de la femme dans le développement.
- L'**UNICEF** favorise la révision des législations nationales dans les pays africains. Elle a financé une grande partie des projets de traduction de la plate-forme mondiale dans les langues nationales africaines.
- La **BANQUE MONDIALE** a intégré la question de la parité entre les sexes dans le réseau de la lutte contre la pauvreté. Elle a mis en place avec succès des banques de femmes et toute une gamme d'activités de prêt à l'intention des femmes. L'un des domaines essentiels de préoccupation de la Banque Mondiale est l'éducation des petites filles augmentant ainsi les ressources allouées à 900 millions de dollars par an. Elle œuvre aussi à la consolidation de ses rapports de partenariat avec les groupes de femmes et les ONG. L'Afrique comme l'Asie du Sud Est sont les régions auxquelles elle s'intéresse particulièrement.

Cet aperçu succinct sur le mécanisme de suivi au sein du système des NU pour l'application de la Plate-forme mondiale montre l'aspect complexe de ce mécanisme qui peut engendrer quelque lourdeur au niveau de la collecte et l'échange des données, et l'évaluation des progrès accomplis.

Dans son rapport sur l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du plan à moyen terme (1996-2001) à l'échelle du système des Nations Unies (53<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale -1998), le Secrétaire Général a fait une série de recommandations aux organismes des NU. Il leur a demandé notamment de: coordonner la collecte, la présentation et la diffusion de données économiques et sociales ventilées par sexe, améliorer la coordination inter-institutions sur le terrain pour une intégration plus grande de la perspective égalitaire entre les sexes, renforcer l'échange de données d'expérience dans le domaine de la parité au niveau régional, et aider les pays à renforcer leurs compétences intersectorielles dans le domaine de la parité.

## **6. SUIVI À L'ÉCHELLE AFRICAINE**

La Plate-Forme africaine a confié le suivi au niveau régional au Secrétariat conjoint de l'OUA/BAD/CEA. Chacune de ces trois institutions a reçu un mandat spécifique en la matière, et l'un des mandats de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est de suivre la mise en oeuvre des recommandations de la plate-forme mondiale et d'y contribuer au niveau de l'Afrique.

De son côté, le Comité régional de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) est appelé à travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat conjoint pour le suivi de l'exécution du programme d'action et la préparation des rapports y afférents devant être soumis au Conseil des Ministres de l'OUA, ainsi qu'à la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement africains.

Les gouvernements et les institutions africains signataires de la déclaration de Beijing en ont avalisé la Plate-forme d'Action et se sont engagés à mettre en place les mécanismes nécessaires d'exécution, de suivi et d'évaluation des politiques visant à la promotion des femmes et de leur participation dans le processus de développement global.

### **6.1. Réunions sous-régionales**

Au cours des trois dernières années, des réunions sous-régionales ont été convoquées par le Centre africain pour la femme dans le cadre de son mandat de suivi et d'appui aux états pour la mise en oeuvre de leurs plans d'action nationaux.

- Réunion des pays d'Afrique de l'Ouest (Novembre 1997 à Dakar)
- Réunion des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe (Février 1998 aux Seychelles)
- Réunion des pays d'Afrique Centrale (Juin 1998 à Bangui)
- Réunion des pays d'Afrique du Nord (Octobre 1998 à Rabat)

Ces réunions ont permis de faire une auto-évaluation des activités / programmes menés dans le cadre des engagements pris à Dakar et Beijing pour la promotion de la condition de la femme et son implication effective dans le processus de développement. Elles ont donné l'occasion aux pays membres de discuter des contraintes et des difficultés rencontrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux. A la lumière des problèmes soulevés et des idées qui ont jailli des débats, les réunions sous-régionales ont fait une série de recommandation dont:

- Renforcer la formation sur le concept analyse et genre et activer la formation de formateurs mais aussi de cadres hommes et femmes-gouvernementaux et non gouvernementaux- travaillant dans les secteurs liés à la promotion de la condition de la femme.
- Accorder l'importance qu'il faut au mécanisme de suivi, d'évaluation et d'analyse et prévoir des cycles de formation en matière de définition des indicateurs pour l'outil de suivi-évaluation des plans d'action nationaux.
- Optimiser l'utilisation des institutions sous-régionales et régionales, et revitaliser la coopération entre les ONG, les gouvernements et le secteur privé.

- Renforcer l'échange d'information sur les femmes entre les sous-régions et à échelle régionale, et mettre en place des mécanismes susceptibles de faciliter l'accès des femmes aux services modernes de la communication.

## **6.2. Autres réunions et rencontres régionales**

Le suivi de la Plate-forme de Beijing et la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques ont fait aussi l'objet d'autres réunions régionales dont nous citerons :

- La Conférence des Ministres de la Commission Economique Africaine réunie en 1996 qui a adopté l'Initiative de la Société Africaine de l'information (ISAI) pour la mise à niveau du continent et son intégration dans l'ère de la communication au service du développement.
- Le Forum Afrique/Asie sur le renforcement du rôle économique des femmes (Bangkok, 1997).
- La Conférence de suivi du Sommet Social pour l'Afrique de l'Est et Australe (Nairobi, 1997).
- La Foire régionale des femmes entrepreneurs (Addis Abéba, 1998).
- La Conférence Internationale organisée à l'occasion du quarantième anniversaire de la création de la Commission Economique pour l'Afrique / CEA (Addis Abéba, 24 Avril 1998).
- La Réunion des Ministres du Comité "Femmes et Développement" (Ouagadougou, Burkina Faso, Avril 1999).

Chacune de ces réunions a été l'occasion de souligner la nécessité d'intégrer la dimension genre dans les politiques de développement et d'en renforcer les mécanismes de suivi, de contrôle et d'évaluation au niveau tant national que régional. Elles ont appelé à agir pour renforcer le pouvoir et les capacités des femmes en assainissant l'environnement socio-culturel qui les entoure, et en allouant plus de fonds aux activités ciblant les femmes dans tous les secteurs de développement. Cependant, ces réunions n'ont pas accordé d'intérêt particulier au domaine de l'information comme priorité de développement tel que prescrit dans la Plate-forme d'action, à l'exception de la Conférence Internationale de la CEA « Les Femmes Africaines et le Développement Economique ». En effet, cette conférence représente l'une des rencontres phare tenues après le sommet de Beijing, en ce sens qu'elle a réussi à affiner les orientations stratégiques de Dakar et Beijing. Elle a aussi constitué un forum important pour approfondir le dialogue entre décideurs politiques, société civile et bailleurs de fonds.

« Les femmes Africaines et l'ère de l'information » a été l'un des thèmes retenus par la conférence qui a par ailleurs souligné le rôle des TIC comme instrument d'éducation et de démocratisation devant être utilisé par et pour les femmes en vue d'améliorer leur condition, les rendre plus autonomes et renforcer leur participation effective dans tout effort de développement.

L'atelier consacré à ce thème particulier a étudié quatre aspects importants nécessitant une stratégie d'intervention prompte et concertée, à savoir :

- l'intégration de l'approche genre dans les politiques relatives aux TIC ;
- la mise en place de centres d'information pour femmes ;
- les TIC au service de la démocratie ;
- l'impact des TIC sur le travail des femmes.

## **7. SYNTHÈSE DES PROGRÈS RÉALISÉS**

Cinq ans après le sommet de Beijing sur les femmes, il ne serait pas excessif de dire qu'un certain changement est entrain de s'opérer – quoique lentement – dans la perception et la gestion de la question de la femme. La problématique de genre qui devrait sous-tendre toute approche visant à redéfinir le rôle des femmes dans le processus de développement, semble trouver de plus en plus d'écho.

Ceci est du moins vrai de l'un des domaines prioritaires dégagés par la Plate-forme de Beijing: « Femmes, Communication, Information et Arts ».

En effet, le travail de recherche entrepris à ce sujet permet de constater qu'à l'échelle du continent, plusieurs expériences ont eu lieu, et qu'il existe un grand nombre de pratiques réussies qu'il serait bénéfique de renforcer et de généraliser. Comme il est difficile de les recenser toutes, nous en citerons celles qui nous semblent les plus saillantes de par leur originalité et leur impact.

### **7.1. Appui de la Communauté Internationale**

a) L'UNESCO: cette organisation s'est distinguée par son arsenal puissant de programmes et de projets couvrant toute l'Afrique. L'organisation a mis en route 10 projets couvrant cinq des dix domaines critiques identifiés par la Plate-forme dont l'accès des femmes aux médias. Une large part des fonds ordinaires de l'UNESCO a été consacrée aux activités en faveur des femmes, et des mesures ont été prises pour que ces activités ne souffrent pas de coupes budgétaires.

- L'UNESCO a décidé pour son plan triennal (1995 – 1997) d'entreprendre des actions concrètes sur le terrain en accordant une attention particulière aux priorités suivantes:
  - ♦ Développer le réseau Femme – Wommed créée à Beijing en 1995,
  - ♦ Développer des activités de formation et d'utilisation des médias communautaires et de nouvelles technologies en faveur des femmes.
- D'une étroite collaboration entre la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), l'UIT, le Centre Canadien de Recherches pour le Développement International (CRDI) est née en 1995 l'Initiative africaine de mise en réseau électronique (ANI), suivie en 1996 du lancement – avec l'aide d'autres institutions des N.U. – de l'Initiative pour une société Africaine de l'information.
- Le programme des chaires de l'UNESCO est mis en œuvre sur l'ensemble du continent. En Tunisie, une chaire d'études sur la condition de la femme lancée en 1997 est la première du genre instituée dans le monde arabe.
- L'UNESCO coopère étroitement avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour aider « l'Initiative » et lancer des programmes d'information communautaire (bibliothèques publiques et communautaires comme voies d'accès aux autoroutes de l'information) dans 4 pays d'Afrique: Bénin, Burkina Faso, Tanzanie et Ouganda.
- La Radio au Féminin est devenue une réalité grâce à des ateliers de production radiophonique centrée sur les problèmes et les besoins de formation des femmes. Au Cap Vert, au Cameroun et au Malawi, plusieurs stations de radios rurales dirigées par et pour les femmes sont créées. Elles diffusent des conseils sur la santé, l'éducation des enfants,

les possibilités de formation professionnelle et d'emploi, le rôle des femmes dans les initiatives locales pour le développement notamment dans le secteur agricole etc... Ce projet développe aussi les compétences féminines en matière de médias, dans les zones rurales notamment.

- Grâce aussi à son Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC), l'UNESCO a rendu possible la création au Mali d'un centre pilote destiné aux femmes qui dirigent une publication lancée avec l'aide de l'Organisation.

La part de l'Afrique dans le budget régulier de l'UNESCO (éducation, communication, culture)	
forme de l'enseignement dans la perspective de l'éducation permanente	\$ 1.230,000
L'éducation pour le 21 <sup>e</sup> siècle	
Enseignement Supérieur et Développement	\$ 150,000
UNITWIN / Chaires UNESCO	\$ 840,000
Enseignement, recherche et coopération en Science Sociales et Humaine	\$ 168,000
Sciences de l'environnement et le programme MAB	\$ 287,000
Transformation sociale et développement	\$ 210,000
Décennie du développement culturel	\$ 231,000
Jeunesse et développement social	\$ 790,000
Patrimoine immatériel	\$ 285,000
Protection des sites, des monuments et des biens culturels	\$ 850,000
Création artistique	\$ 520,000
Médias et liberté d'expression	\$ 190,000
Accès à l'information et technologies	\$ 225,000
Développement de la communication	\$ 1.005,000
Développement des bibliothèques	\$ 305,000
Nouvelles applications des technologies et l'information et de la communication	\$ 165,000
Education et information en matière d'environnement, et de population pour le développement	\$ 356,000

**Source:** UNESCO, Département Priorité Afrique – Paris, Juin 1999.

- Sous les auspices de l'UNESCO aussi, le projet Femmes sur le Net (WoN) a été lancé. Il comprend 40 groupes de femmes qui communiquent sur le Web et travaillent essentiellement avec les populations locales. Au Sénégal par exemple, WoN a récemment mis sur pied un programme sur la communication électronique pour les femmes, qui vise à promouvoir ce média dans les actions de terrain menées par les groupes de femmes en Afrique francophone.
- En partenariat avec l'Institut Africain pour la Démocratie, l'UNESCO a organisé un séminaire régional consacré au thème « Femmes et médias » (Dakar, Mars 1997), auquel ont participé 12 pays africains francophones. La création d'un centre régional des médias pour les femmes et d'une radio panafricaine pour les femmes, ainsi que le développement de la coopération entre les réseaux des femmes professionnelles de l'information et de la

communication (APAC, UPAFI, FEMMED–WOMMED, WAMNET) figurent parmi les recommandations cardinales de ce séminaire.

- b) L'Agence de la Francophonie: estime que l'accès aux inforoutes est un enjeu essentiel de développement. Avec la création du Fonds Francophone pour le Développement des Inforoutes (Juin 1998), plusieurs projets ont été retenus dont celui du site développé par l'ONG Environnement et développement du tiers-monde (ENDA) basée au Sénégal. Ce site relie les différentes inforoutes africaines au féminin, et propose aux africaines des formations aux techniques de la communication électronique.
- c) Le PNUD: le Bureau Régional pour l'Afrique (BRA) a élaboré un programme Genre pluridisciplinaire qui s'inspire des Plate-formes de Dakar et de Beijing et vise à surmonter les obstacles majeurs sur la voie de l'égalité entre les sexes. Il comprend trois volets essentiels: (1) femmes et leadership, (2) renforcement du pouvoir économique des femmes, et (3) stratégie de l'information et des communications.

Cette stratégie médias vise la création d'un réseau de femmes, le renforcement du transfert Sud–Sud des nouvelles technologies de l'information, et la diffusion des pratiques optimales et des leçons retenues à travers les médias.

Par ailleurs, le BRA a un large éventail de programmes visant à combattre la violence contre les femmes, et ce en accordant la primauté à: (1) l'appui aux réseaux oeuvrant pour la défense des droits de la femme dans les domaines du plaidoyer, de la formation et de l'éducation juridique, (2) le financement de la recherche.

- d) Inter Press Global News Agency (IPS): Cette agence de presse internationale s'est distinguée par une tentative unique en son genre pour démocratiser les médias en y accordant plus d'espace au concept de genre, et en intégrant résolument le point de vue des femmes dans tous les domaines qu'elle couvre. En s'inspirant des Plate-formes de Toronto et de Beijing, IPS a renforcé davantage sa vocation Sudiste en adoptant une politique de l'emploi et une ligne éditoriale axée sur la perspective de genre et privilégiant les femmes comme source d'information. En Afrique du Sud par exemple, le Bureau Afrique de l'IPS basé à HARARE (Zimbabwe) a organisé en 1996 un atelier ayant pour thème « genre, médias et politique ». Il a aussi assuré un programme portant sur les outils d'analyse du concept genre.

Divers cycles de formation destinés aux journalistes des deux sexes ont été organisés sur des thèmes divers dont la discrimination contre les femmes et l'éducation des petites filles...

## **7.2. Initiatives marquantes à l'échelle régionale**

### **a) Réseautage et réseaux électroniques**

Depuis quelques années et grâce à des initiatives privées, gouvernementales et internationales, l'Afrique se met « en ligne » et s'adapte de plus en plus à la culture du réseautage. C'est ainsi qu'on assiste à la naissance de dizaines de réseaux électroniques (Femmes Afriques 1996, Femmes Afrique-Info, Réseau électronique GAIN sur le genre, et l'espace Women's Net en Afrique du Sud etc...).

Des actions menées par certaines ONG internationales illustrent bien l'ampleur du mouvement, notamment:

**ENDA tiers-monde:** a lancé avec l'équipe Synergie Genre et Développement (SYNFEV) le programme « communication pour les femmes » dans le but de faire profiter les femmes d'Afrique francophone organisées sur une base collective (ONG, associations) des nouvelles possibilités d'action offertes par la communication électronique. C'est ainsi qu'elle a consacré son action à l'organisation d'un réseau électronique pour connecter des ONG de femmes et former des représentantes d'organisations de femmes d'Afrique francophone actives dans les domaines des droits et de la santé génésiques (Dakar, 1996). ENDA-SYNFEV a poursuivi sa mission d'assistance technique dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo et Cameroun). En 1998, elle a contribué à plusieurs rencontres régionales sur femmes et communications dont: la Conférence de la CEA « Investir dans notre avenir », Connectivité Globale pour l'Afrique (Addis Abéba, Juin 98) et Networking for Gender Justice (Cape Town, Novembre 98). Elle a aussi réussi à réaliser l'une de ses manifestations prévues à caractère démonstratif: l'atelier de formation sur « l'organisation et la participation aux campagnes de solidarité électronique ». Il s'agit là d'un site évolutif dont le but est d'aider les femmes d'Afrique à utiliser l'Internet pour promouvoir la défense des droits de la personne. ENDA/SYNFEV prévoit d'ici l'an 2000 de systématiser l'identification des sources d'information susceptibles de répondre aux besoins des africaines dans les domaines suivants: santé, droits et autonomie économique. Elle envisage aussi de renforcer l'information, la formation et la sensibilisation aux enjeux de la prise en main par la femme africaine de l'outil de la communication électronique.

**L'Association pour le progrès des communications (APC):** le programme Femmes de l'APC est reconnu comme jouant un rôle déterminant pour faciliter le réseautage et l'échange d'information relativement à la conférence mondiale sur les femmes. En 1997, ce programme a lancé un réseau électronique de coordination et de travail: APC Femmes-Afrique dont le but est moins de s'étendre que de rassembler un noyau actif de femmes engagées dans la promotion de l'utilisation de l'outil électronique. Ces femmes agissent pour leurs communautés et s'activent en réseaux en utilisant les technologies de la communication comme principal outil de travail.

L'impact de ce programme a été le plus fort au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, au Maroc, au Sénégal, au Ghana, en Zambie, en Afrique du Sud et au Mozambique.

**Abantu For Development et Sango Net:** organisent des stages de formation pour aider les femmes à accéder aux Tics.

**Le Forum for Women in Democracy (FOWODE)** met à la disposition des femmes députés en Ouganda des informations pertinentes obtenues sur Internet pour améliorer la qualité de leurs interventions dans les débats parlementaires.

**FEMNET** (Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication): est l'une des premières organisation régionales Africaines à être directement impliquée dans l'organisation de la 5<sup>ème</sup> Conférence Régionale de Dakar (Novembre 1994), et la coordination de la participation des ONG africaines au sommet mondial de Beijing. Dans le cadre de ses efforts de suivi de la Plate-forme mondiale, FEMNET a mis au point un questionnaire portant sur la pertinence de ses programmes prioritaires et l'évaluation de ses publications et ses activités.

Le réseau a par ailleurs tenté de suppléer au manque d'information en Afrique en publiant un « Répertoire des fournisseurs de l'information pour un développement durable en Afrique ».

**Le Réseau des Femmes d'Afrique Centrale (RESEFAC)** a été créé en 1998 à Bangui (République Centre africaine) dans le but de « promouvoir la prise en compte des besoins réels



de la femme dans les politiques de développement de leur pays et promouvoir les organisations professionnelles féminines pour accompagner la dynamique de développement.

**b) L'ouverture du Centre des Médias pour la Femme Africaine (AWMC)**

Le Centre établi à Dakar en 1997 a pour mission de mettre à la disposition des Africaines travaillant dans les médias plus de possibilités en matière de formation et de promotion professionnelle. Il assure des stages dans divers domaines allant du journalisme politique et économique et le journalisme assisté par ordinateur, à des sujets relevant de la profession tels que la conciliation entre responsabilités familiales et responsabilités professionnelles pour les femmes journalistes. Le centre publie un bulletin bilingue Anglais/Français qui, en plus des informations et des conseils qu'il offre aux journalistes, ouvre aussi ses colonnes à des articles signés par des femmes journalistes à travers le Continent.

**La CEA met la technologie de l'information au service du développement**

Déterminée à faire pencher la balance du progrès du côté de l'Afrique grâce notamment à une stratégie novatrice en matière d'information, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) a pris l'initiative de créer en 1996 une Division chargée exclusivement des systèmes d'information pour le Développement (DISD).

En se dotant de cette Division, la CEA a pu se lancer dans un programme ambitieux visant à promouvoir l'utilisation des réseaux de communication et les nouvelles technologies de l'information dans la compilation et la dissémination des données statistiques et géographiques pour les besoins du développement durable. Ce programme a des composantes diverses allant de l'assistance technique aux états membres pour asseoir des stratégies et des infrastructures nationales de communication, à la coordination avec les organismes régionaux, ceux des Nations Unies, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les ONG et le secteur privé pour la mise en oeuvre de l'initiative « Société Africaine à l'ère de l'information ».

A la suite d'une recommandation de la conférence de la CEA sur « Les femmes africaines et le développement économique (Avril 1998) », la Division sus-citée a formé un groupe de travail chargé des données ventilées par sexe (Task Force on Gender Disaggregated Data / GDD).

**Le Centre Africain pour la Femme (CAF)**

Le CAF travaille directement avec les structures nationales et régionales spécialisées dans le domaine de la promotion des droits de la femme. Il est l'organe exécutif par excellence de la stratégie tracée par la Commission Economique des NU pour l'Afrique (CEA), et assure à ce titre la mise en oeuvre de cette stratégie.

L'information pour La promotion de la femme constitue l'un des thèmes prioritaires identifiés par la stratégie de la CEA. Le Centre y a consacré diverses activités dont on citera:

- Le lancement d'un compendium des pratiques optimales avec l'aide de la Banque Mondiale en vue de documenter les initiatives réussies dans divers domaines dont l'information et les TIC, pour promouvoir le statut et les droits de la femme en Afrique.
- La publication de brochures nationales sur le statut des femmes en Afrique (1998), débouchant sur la production d'un CD-Rom. Pareilles initiatives sont de nature à faciliter l'accès des ONG de femmes et des parlementaires entre autres aux données désagrégées

par sexe en tant qu'outil de plaidoyer en faveur de la prise en considération des différenciations de genre dans les politiques de développement.

- La création prochainement de centres d'affaires sous-régionaux pour les femmes entrepreneurs. En effet, les résultats de la conférence internationale sur les femmes africaines et le développement économique organisée par la CEA pour commémorer son 40e anniversaire (Avril 1998) ont encouragé le Centre africain pour la femme à s'impliquer dans la mise en place de centres d'affaires et de fonds de garantie afin de renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes.

Le CAF se penche actuellement sur la préparation d'une étude de faisabilité relative à ce projet, avec l'aide du PNUD, en vue de déterminer entre autres le statut de ces centres d'affaires sous-régionaux. Ces derniers serviront comme centres de ressources pour l'assimilation et la diffusion de l'information, la prestation de services consultatifs et techniques, et le renforcement des capacités. Au niveau national, ils seront considérés comme des centres de promotion des pépinières d'entreprise et offriront un cadre d'échange et d'information sur les marchés et les opportunités d'investissement pour les femmes.

### **7.3. Impact et limites des progrès réalisés**

Les initiatives mentionnées, qu'elles soient internationales, régionales, ou sous-régionales, traduisent toutes la mouvance fécondée et renforcée par les plate-formes de Dakar et de Beijing. Ces initiatives sont dans leur majorité relativement récentes, et l'on ne peut de ce fait juger leur impact sur la durée. D'ailleurs, une analyse exhaustive de leurs retombées serait encore plus porteuse si on leur accordait une plus grande longévité. Elle nécessiterait aussi le recours à des outils techniques d'évaluation tels que le sondage par questionnaire, l'enquête sur le terrain, l'étude de cas et la recherche opérationnelle. Mais l'on peut d'ores et déjà avancer les éléments d'analyse suivants:

- 1) L'implication des femmes dans le monde de l'information et de la communication en Afrique est en train de connaître une percée indéniable depuis le Sommet mondial sur les femmes.

Les femmes africaines –en Afrique anglophone particulièrement- ont réalisé l'importance des enjeux et des possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information, et la nécessité d'investir cet espace au service de leurs intérêts.

- 2) Les organisations internationales ont amorcé une étape importante dans leur stratégie de l'information en intégrant les femmes dans leurs programmes d'aide et de formation et ce dans une perspective respectueuse de l'approche genre. Elles ont ainsi respecté l'esprit de la conférence de Beijing et réussi à honorer leurs engagements en ce qui concerne le domaine prioritaire femmes et communication. Mais parmi elles, rares sont les organisations qui ont envisagé une évaluation de la suite donnée aux plate-formes. Il serait utile de signaler à ce sujet le questionnaire adressé aux gouvernements par la Division pour la promotion de la femme aux Nations Unies (DFA), ainsi que la tenue de la 6ème conférence africaine sur les femmes pour l'examen à mi-parcours de la plate-forme de Beijing.
- 3) Les ONGs internationales et régionales commencent à jouer un rôle de plus en plus agressif et sont plus présentes sur le terrain, car plus collées aux réalités des groupes cible, notamment les femmes en milieu rural.

L'évaluation de l'impact de leurs interventions constitue à notre avis le maillon manquant de la chaîne ; mais une ONG comme ENDA tiers-monde par exemple y a suppléé en réalisant une évaluation globale de la première phase de son programme "Communication pour les femmes" (1997). Celle-ci a porté sur les domaines de l'accès aux TIC, la formation et l'utilisation. Elle a servi à réorienter le programme et à mettre en place de nouvelles activités en appoint aux actions déjà développées.

- 4) Le réseautage s'érige de plus en plus comme une stratégie de rapprochement et d'action au niveau des associations et des groupes de femmes ayant des centres d'intérêt communs. Cette nouvelle culture a favorisé le renforcement du partenariat pour le transfert Sud-Sud des TIC.

L'Association pour le progrès des communications (APC) a réalisé un sondage sur les réseaux des femmes (1997), relativement aux questions touchant les femmes et la technologie de l'information. L'Afrique a répondu à travers la réaction de pays comme le Cameroun, le Kenya, le Nigéria, le Sénégal, la Tanzanie, le Zimbabwe, le Maroc et l'Egypte.

Ces réponses ont permis de constater que les femmes sont promptes à saisir les enjeux réels de l'équation communication/développement/promotion de la personne, et à profiter du soutien offert par des initiatives comme celle du Programme d'appui aux réseaux de femmes de l'APC. Mais malgré ces signes de progrès, les femmes, particulièrement en Afrique, continuent à se buter contre les obstacles à l'accès à l'information et au réseautage électronique notamment, en raison du manque de formation et des coûts élevés de l'équipement de connection.

- 5) Il ne fait point de doute que ces ONG et ces réseaux internationaux ont introduit des approches novatrices et catalytiques, surtout en matière d'utilisation des moyens de communication par les femmes pour la promotion de leur condition au sein de leurs communautés. Mais force est de remarquer que ces ONG et ces réseaux ne travaillent pas assez avec les structures régionales africaines déjà en place, alors qu'elles pourraient les aider à s'unir et à s'élargir. Il y a lieu de constater aussi que les efforts sont dirigés plus vers l'utilisation des TIC que vers l'encouragement des modes de communication traditionnels.
- 6) L'expérience des radio communautaires installées au Zimbabwe par exemple, ainsi que les stations de radio rurales dirigées par et pour les femmes dans des pays tels que le Cap Vert, le Cameroun et le Malawi, sont des initiatives appropriées et réussies que les Réseaux internationaux devraient fructifier davantage.

A titre d'exemple, le Réseau des femmes de l'AMARC (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires) pourrait parrainer des initiatives de ce genre en recourant aux structures et aux compétences africaines travaillant déjà sur le terrain.

## **8. PROGRÈS RÉALISÉS AU NIVEAU DES PAYS**

Il est certain que les programmes d'action de Beijing et de Dakar ont servi de détonateur dans certains pays- et de catalyseur dans d'autres- pour donner un souffle nouveau à la promotion du rôle de la femme dans le développement, et fournir le cadre conceptuel adéquat servant à affiner- ou réajuster- les politiques suivies à cet effet.

Abordant le chapitre des progrès réalisés, la première remarque à faire est que la majorité des pays africains ont réussi à élaborer leur PNA conformément aux recommandations de Beijing (45 sur les 51 qui ont assisté à la conférence mondiale).

Cependant un nombre comparativement faible a opté pour l'intégration du volet « Femmes et médias » comme domaine prioritaire à part entière dans la stratégie développée pour la promotion de la femme. On en a compté 9 seulement, à savoir: l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la Guinée, Madagascar, la Namibie, le Rwanda et le Togo.

Une deuxième catégorie a choisi de l'incorporer dans d'autres domaines prioritaires considérant que l'importance du rôle de l'information/communication en fait un thème transversal pouvant être utilisé comme appoint pour toute action portant sur les autres domaines prioritaires identifiés. La Tunisie et le Mali par exemple ont intégré ce thème dans le domaine prioritaire de la promotion des droits de la femme.

Une troisième catégorie de pays a préféré le soustraire à l'échelle des priorités du plan national d'action. Elle représente la majorité.

Dans le but de jauger l'adhésion des pays africains à l'esprit et aux recommandations de la Plate-forme dans le domaine spécifique « Femmes, information, communication et arts », nous avons procédé à un échantillonnage des progrès réalisés en puisant dans les documents et rapports nationaux disponibles.

Les thèmes retenus pour cet échantillonnage sont comme suit:

1. Mécanismes mis en place et priorité "femmes et médias"
2. Les médias au service de la Plate-forme de Beijing
3. Formation pour les professionnels des médias
4. Équité de l'emploi dans le secteur de l'Information
5. Médias et combat contre la violence envers les femmes
6. Observatoires/Centres/Recherches sur la femme
7. ONG féminines et communication
8. L'art au féminin
9. Création de nouvelles structures d'information et de communication

### **8.1. Thème 1: Mécanismes mis en place et priorité "Femmes et médias"**

Au lendemain de la Conférence Mondiale, les pays africains ont procédé dans leur majorité à la mise en place –ou au renforcement– de mécanismes institutionnels de promotion de la femme.

Cependant, très peu d'entre eux ont créé des mécanismes spécifiques au domaine ci-étudié. En voici quelques exemples cités par sous-région:

a) L'Afrique du Nord

- En Algérie, la première réponse aux recommandations de Beijing a été la reconversion en 1996 du Secrétariat d'Etat chargé de la Solidarité Nationale et de la Famille en ministère et la création d'un Comité National pour le suivi de la Plate-forme mondiale.

Un Conseil National de la Femme sera bientôt formé et se penchera aussi sur le domaine de l'information au service des femmes.

- En Tunisie, une panoplie de mécanismes spécifiques à la promotion de la femme sont en action: le ministère des Affaires de la Femme et de la Famille (MAFF), le Conseil National «Femme et Famille», lui même renforcé en 1997 par (3) commissions, dont la commission du suivi de l'image de la femme dans les médias.

Une autre structure est chargée du suivi dans sa composante scientifique et académique: le Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'information sur la femme (CREDIF) qui participe au développement d'une recherche pluridisciplinaire sur la femme et le concept de genre.

b) L'Afrique de l'Est

- En Ethiopie: L'Office de Affaires de la Femme travaille en étroite collaboration avec les Divisions des Affaires de la femme créées dans 13 des ministères clef dont celui de l'information.
- Aux Seychelles: Suite à la Conférence de Beijing, un Comité National Directeur genre (composé des représentants du secteur public et des ONG) a été établi et veille à la mise en œuvre par les divers secteurs du programme d'action de Beijing dont celui de l'information et de la communication.

c) L'Afrique australe

- En Afrique du Sud: 1997 a été une année faste avec le démarrage de la puissante «Commission pour la parité, entre les sexes (C.G.E). D'autres structures sont en place dont l'Office du Statut de la Femme (OSW) qui a des bureaux dans la plupart des provinces du pays, et les Unités Genre instituée dans bon nombre de ministères, dont celui de la communication.

d) L'Afrique de l'Ouest

- Au Sénégal: Le mécanisme de suivi présente des signes de force et d'efficacité avec l'institutionnalisation d'un Conseil interministériel sur la femme et la création du Comité technique de suivi et d'évaluation du Plan d'Action (PANAF), et du réseau genre et développement
- Au Burkina Faso: Au sein du Ministère de la femme, la Direction de la communication et du plaidoyer a fait un recensement des stéréotypes positifs et négatifs sur la femme notamment dans les médias.

e) L'Afrique Centrale

- Au Cameroun: Le Ministère de la Condition Féminine (MINCOM) est chargé depuis 1997 de faire le suivi de la mise en œuvre de la Plate-Forme mondiale. Depuis, il assure la coordination du plan d'action multisectoriel post-Beijing notamment dans sa composante médias et communication.

## **8.2. Thème 2: Les médias au service de la Plate-forme de Beijing**

- L'Algérie, le Burkina Faso, la Tunisie, le Nigéria, le Mali, le Kenya et le Ghana ont mené au lendemain de la conférence de Beijing une campagne d'information sur la Plate-Forme mondiale.
- L'Algérie et le Ghana ont préparé et diffusé des manuels et dépliants sur les 12 domaines prioritaires de la Plate-forme dont «Femmes et médias».
- En Namibie, les médias ont réussi à mobiliser plus de 2000 hommes et femmes sensibles à l'approche genre.
- Au Kenya (le Ministère de la Condition de la Femme), comme en Tunisie (le Ministère de la Condition de la Femme et de la Famille) jouent un rôle de premier plan pour faire connaître les dispositions de la Plate-forme mondiale et sensibiliser les groupes cibles concernés (responsables gouvernementaux, planificateurs et statisticiens, fonctionnaires chargés du développement social etc...)
- Le Burundi a accru sa production médiatique sur les 6 domaines prioritaires de son PNA dont femmes et médias.

## **8.3. Thème 3: Formation pour les professionnels des médias**

Des pays comme le Sénégal, La Namibie, le Nigéria, le Swaziland, la Guinée, le Burundi, le Madagascar et la Tunisie ont centré leurs efforts sur la formation faisant d'elle une pierre angulaire dans le processus général de l'intégration de l'approche genre "gender mainstreaming».

- La Namibie: le gouvernement a entrepris un cycle de formation pour les professionnels des médias et autres catégories socio-professionnelles (parlementaires, chefs religieux, syndicalistes et femmes leaders, etc...) autour du concept de genre et développement.
- Madagascar: des cycles de formation et de recyclage sur les TIC sont organisés à l'intention des femmes des médias.
- Au Nigéria: l'Association nationale des femmes journalistes (NAWOJ) organise des stages de formation pour les journalistes femmes.
- Au Swaziland: des ateliers de sensibilisation et des cycles de formation UN sur l'approche genre ont été organisés pour le personnel travaillant dans les médias.
- La Guinée: a décidé d'intégrer l'approche genre et développement dans les études de journalisme et tente d'intensifier les programmes de formation au profit des journalistes.

- Le Sénégal: a lui aussi multiplié les instituts de formation des communicateurs et a programmé un cours sur le genre intégré dans tous les cursus universitaires.
- En Tunisie: de nombreux ateliers et cycles de formation ont été organisés depuis les conférences de Toronto et de Beijing. Ils ont été consacrés au thème précis de femmes et médias et ont intéressé les journalistes et les professionnels des médias dans leur ensemble
  - ◆ 1995: Beijing écrite par les jeunes journalistes Tunisiennes
  - ◆ 1996: 2<sup>ème</sup> session maghrébine de formation sur le traitement de l'information documentaire sur les femmes (assurée par le Réseau Maghrébin d'Information sur la Femme) REMIF.
  - ◆ 1996: Un atelier sur les droits de la femme vus par les journalistes jeunes des 2 sexes
  - ◆ 1997: Un atelier femmes et médias: développer le partenariat
  - ◆ 1998: Un atelier national sur la femme TN et les médias.

Depuis 1996, un cycle de formation international consacré au triple thème du «genre, population et développement» est organisé par le Centre de Recherche sur la Femme (CREDIF) avec l'aide du FNUAP. Ce cycle profite à des cadres et communicateurs Africains chargés du dossier Femmes et Famille. C'est ainsi que 90 femmes africaines venant de 22 pays ont bénéficié de cette formation.

- Au Burundi: une série de séminaires ont été organisés à l'intention des journalistes et des cadres de la fonction publique sur ce thème genre et développement.

#### **8.4. Thème 4: Equité de l'emploi dans le secteur de l'Information**

- Des pays comme l'Angola, le Ghana, le Kenya, le Nigéria, la Guinée, le Rwanda et les Seychelles ont encouragé la féminisation des médias comme moyen de combattre les stéréotypes véhiculés par ces médias sur la femme.
- Le Ghana s'est fixé comme objectif de voir les femmes occuper 50% du personnel des médias, et se propose d'établir un annuaire des femmes spécialisées dans les médias.
- Le Kenya vise la parité entre les sexes dans la nomination des hommes et des femmes auprès des organes consultatifs et des organes chargés de la réglementation, de la direction et du suivi.
- La Guinée reconnaît que l'une des difficultés qu'elle doit surmonter est le nombre très faible de femmes travaillant dans les médias, en même temps que les carences dont souffrent la formation et l'information destinées aux journalistes. Cependant le nombre des femmes travaillant dans les médias est passé de 16,7% en 1995 à 20% en 1999.
- Au Togo, l'accroissement du nombre de femmes dans la presse écrite et la radio/TV a motivé la création de la section togolaise de l'APAC.
- Aux Seychelles, la politique de recrutement a sensiblement changé après Beijing, et les femmes sont devenues majoritaires dans le domaine journalistique et la production. Elles occupent de plus en plus de postes de responsabilité (Chefs de rédaction, responsables de la programmation, managers des programmes etc...)

- Au Rwanda, un nombre plus important de femmes se sont intégrées aux médias (radio/TV et dans la presse libre) en tant que journalistes, réalisatrices et productrices.

### **8.5. Thème 5: Médias et combat contre la violence envers les femmes**

L’Ethiopie, le Ghana, l’Angola, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Kenya, la Namibie, le Rwanda, le Mali et l’Afrique du Sud ont tous utilisé les médias à des degrés différents d’intensité, et mené des campagnes d’information sur la violence liée à l’appartenance sexuelle.

Au Ghana, les associations «Femmes et Médias» et «Femmes et Radiodiffusion» ont tracé un programme de suivi et organisé diverses activités qui ont jeté la lumière sur la violence contre les femmes dont la production de divers programmes de Télévision, des Sketches et des expositions-photos. Pareille démarche a contribué à renforcer le débat sur la question et les recommandations appelant à la révision des lois contre le viol.

### **8.6. Thème 6: Observatoire/Centres d’information/Recherches sur la femme**

Le Cameroun, le Sénégal et la Tunisie ont fondé des Observatoires de la condition de la femme considérés comme de véritables laboratoires de recherche sur la femme.

- L’Algérie s’est dotée d’un Observatoire national de sauvegarde des droits de l’enfant, lequel observatoire collabore avec les ONG de femmes.
- Au Burundi: le Centre pour femmes mène des activités axées sur les médias. Il a créé à cet effet une émission femmes et médias où toutes les ONG féminines peuvent diffuser leurs informations.
- Le Sénégal a lancé son Observatoire en partant de la conviction que les objectifs d’équité et d’égalité entre les hommes et les femmes constituent une priorité majeure qui vient après la lutte contre la pauvreté.
- Au Cameroun, l’Observatoire de la femme est chargée de faire le suivi de Beijing.
- En Tunisie, l’Observatoire de la Condition de la Femme actif depuis 1994 a été renforcé par la création d’une banque de données permettant une information statistique sur la femme Tunisienne. Son rôle consiste également à identifier les indicateurs les plus pertinents de l’évolution de la condition féminine et générer des statistiques discriminées par genre. Ceci a conféré une pérennité aux activités de recherche qui rompent avec la parcellisation de la connaissance accumulée jusqu’ici sur la femme.

Ces mêmes pays et d’autres encore tels que l’Ethiopie, et l’Angola ont par ailleurs fondé des Centres d’information et de recherche sur la femme:

- Le Centre Ethiopien de recherche, de formation et de documentation focalise beaucoup ses activités sur les questions de genre, les médias et la sexospécificité ainsi que la place de la femme dans l’art.
- En Angola, le ministère de la Femme et de la Famille a créé avec l’aide du FNUAP un centre de recherche sur les femmes.



La Recherche sur la femme reste encore modeste et ne semble pas bénéficier de l'intérêt ni des fonds suffisants pour jouer un rôle significatif dans la prospection de la condition de la Femme en Afrique:

- L'Afrique du Sud et le Mali par exemple ont fourni des efforts pour encourager la recherche dont la réalisation d'une étude répertoire des compétences féminines au Mali, et tentative de rassembler et de renforcer les recherches/études réalisées sur le genre et les médias en Afrique du Sud.
- En Tunisie, le Centre de recherche, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF) est entrain de devenir un pôle d'excellence en matière de promotion de la condition de la femme. En sa qualité d'institution ayant en charge l'image de la femme, il a organisé plusieurs activités (ateliers, séminaires, études) sur la femme et les médias dont un projet financé par le FNUAP portant sur l'analyse de l'image de la Femme dans la presse écrite. Le FNUAP a accordé un deuxième financement pour une étude similaire couvrant l'image de la femme dans les médias audio-visuels.

Le CREDIF a par ailleurs organisé 4 ateliers dans le cadre d'un projet «femmes et médias» financé par le Fonds Tuniso-Suédois pour la promotion de la femme. Il a aussi publié plusieurs recherches et études dont: «Le potentiel économique des femmes en Tunisie, Mobilité, Fécondité et activité des femmes Tunisiennes en milieu rural» etc... en plus des enquêtes et études menées par l'Observatoire de la femme dont une sur les Femmes Communicatrices.

- Le Togo a décidé de renforcer le Centre de documentation, d'information, de formation et de recherche sur la femme en lui allouant un budget de 8 millions de Francs CFA pour la période 1999-2004.

### **8.7. Thème 7: ONG Féminines et communication**

La Plate-Forme de Beijing a eu le mérite de donner à la société Civile l'importance qui lui est due et d'élargir son champs d'action en vue d'aider les diverses institutions nationales et internationales à rendre effectives les stratégies d'intervention dans les domaines critiques dégagés par la Conférence mondiale sur la femme.

Plusieurs ONG féminines et de développement sont venues s'ajouter à celles qui existent déjà dans bon nombre de pays Africains, et recourent à la communication comme outil à développer pour les besoins de la promotion de la femme.

- En Tunisie et s'agissant du domaine spécifique des médias, la dernière ONG à voir le jour est «l'Alliance des femmes communicatrices» qui participe avec d'autres ONG (l'union nationale des femmes Tunisiennes, l'Association 21, l'Association Tunisienne des mères...) à la promotion sociale et économique de la femme en s'appuyant sur une stratégie de communication visant la sensibilisation et l'information.
- Au Cameroun, le nombre d'ONG a augmenté depuis Beijing, notamment celles spécialisées dans la communication: on en compte 200 dont 16% se consacrent à la promotion des droits des femmes. Elles jouent un rôle structurel de relai entre les populations, le gouvernement et les agents d'exécution des activités du suivi de la plate-forme mondiale.

- Au Rwanda, l'Association rwandaise des femmes de médias (ARFEM) a été créée en 1995, soit peu de temps après la tenue de la Conférence mondiale. Son rôle est de renforcer la capacité de communication entre les associations du collectif des ONG pour la promotion de la femme.
- En Angola: signalons la création de l'organisme non gouvernemental: l'association angolaise des femmes journalistes.
- Au Swaziland, les ONG s'activant dans le domaine du genre ont mené des ateliers de sensibilisation pour les décideurs politiques comme pour les structures de base et les professionnels des médias.
- Au Ghana: 200 ONG sont enregistrées auprès du gouvernement. Beaucoup d'entre elles représentent des partenaires réels dans la définition d'une politique nationale intégrant le genre et la mise au point d'une stratégie pour la réduction des disparités entre les hommes et les femmes, notamment dans le traitement de l'information qui les concerne.
- Aux Seychelles: La Commission femmes de la « Liaison unit of non-gouvernemental Organisations (LUNGOS) est l'organisme qui se charge de la mise en œuvre des recommandations de Beijing.
- En Afrique du Sud, Sangonet travaille en étroite partenariat avec la commission de la parité entre les sexes (C,G,E) et œuvre pour habiliter les femmes à utiliser davantage l'information et les TIC.

## **8.8. Thème 8: L'Art au Féminin**

Revaloriser l'apport des femmes au domaine des arts et leur contribution silencieuse à l'épanouissement d'une culture nationale est l'un des aspects soulignés par les Plate-formes de Beijing et Dakar.

L'Afrique du Sud, la Guinée, le Mali, la Tunisie ont pris des mesures significatives pour rendre justice au rôle des femmes dans le domaine des arts et favoriser une nouvelle perception de la culture en tant que secteur économique qui profite aussi aux femmes. Celles ci ont toujours produit le plus gros du produit culturel mais elles constituent la frange la plus exploitée du secteur.

- L'Afrique du Sud a institué un mécanisme de contrôle en vue de rendre effective la reconnaissance et la rémunération équitable du travail des femmes dans l'art et la culture. Plusieurs projets et fonds gouvernementaux ont été lancés pour former les femmes dans des métiers liés à l'artisanat, et à d'autres spécialités (l'écriture, la production théâtrale, l'industrie du film etc...). Des mesures sont mêmes prises contre les structures culturelles coupables de discrimination entre les genres ou de harcèlement sexuel (retrait des subventions gouvernementales par exemple).
- A Madagascar, l'on assiste à l'émergence d'un théâtre radiophonique mettant l'accent sur les valeurs culturelles, morales et intellectuelles de la femme
- Au Rwanda: les femmes ont influencé et obtenu la suppression de la diffusion de productions théâtrales véhiculant une image dégradante de la femme.

- En Guinée, en vue d'intensifier la couverture médiatique des activités des femmes dans le domaine artistique, une émission de Télévision a été créée sur la promotion des arts féminins. Des ONG féminines, le ministère des Affaires sociales et de la promotion féminine mènent une campagne de sensibilisation en vue de combattre les troupes théâtrales prisées dans le pays qui continuent à être assez éloquentes sur les images stéréotypées des femmes.
- En Tunisie comme au Sénégal, des récompenses et des prix sont désormais institués comme le grand prix du chef de l'Etat (Sénégal) décerné chaque année à un groupe de femmes éminentes. En Tunisie, le prix Tahar Haddad a été créé pour récompenser la meilleure œuvre journalistique féminine. Un autre prix est décerné à la meilleure œuvre littéraire féminine.

Le Centre de Recherche (CREDIF) a publié depuis 1996 des études sur le patrimoine artistique féminin: «Femmes du bout des doigts, les gisements du savoir-faire» «les femmes Tunisiennes et le cinéma: silence, elles tourment etc...».

L'Union nationale des femmes Tunisiennes (UNFT) a lancé une expérience originale et réussie en organisant une exposition permanente d'articles produits par des femmes au foyer en argent, cuivre, textiles et broderies, verre soufflé, etc...

Depuis 1998, un Forum des femmes productrices se tient à l'occasion de la journée mondiale de la femme et comprend une exposition vente – ces deux manifestations sont destinées à rapprocher les femmes des circuits de commercialisation et les aider à écouler leurs produits.

Le Forum comporte aussi un marché virtuel à travers le réseau Internet avec l'appui de la Banque Mondiale.

## **8.9. Thème 9: Création de nouvelles structures d'information et de communication**

- L'Algérie:
  - ◆ Montage de réseaux d'information avec le concours des agences onusiennes et développement de la communication sociale.
  - ◆ Naissance de plusieurs titres de presse grâce à l'initiative privée mais il n'y a toujours pas de presse spécialisée dans la question de la femme.
- L'Angola:
  - ◆ Création d'une nouvelle ONG: l'Association angolaise des femmes journalistes.
- Le Sénégal:
  - ◆ Apparition de plusieurs cybercafés et télécentres ; multiplication des médias publics et privés et diverses institutions de formation de communicateurs.
  - ◆ Formation d'un réseau de journalistes en population en plus de la création d'un réseau de communicateurs (hommes et femmes) traditionnels.

- La Namibie:
  - ◆ Récente mise en service de radios communautaires et radios pour adolescents.
- Le Cameroun:
  - ◆ Naissance de journaux de femmes et de nouveaux supports d'information
- Le Rwanda:
  - ◆ Le journal "Kinyamateka" crée un journal féminin et naissance de l'Association rwandaise des femmes de médias.
- Le Swaziland:
  - ◆ Les journaux nationaux ont décidé de consacrer une colonne au concept de genre et diffusion de programmes radio sur ce concept.
- Le Ghana:
  - ◆ L'Association Femmes et Radio a lancé des programmes d'initiation des enfants à la présentation de journaux diffusés/programmes TV et radio.
  - ◆ Publication d'un bulletin d'information qui constitue un bon outil de travail pour le mécanisme national de suivi.
- Le Togo: a commencé depuis 1994 un programme de mise en place de radios rurales en vue d'atteindre les zones enclavées.

Après Beijing 95, cet élan a motivé la société civile et les confessions religieuses pour la création de radios privées. Dans chaque chef-lieu de région, l'on compte près de (10) radios privées, s'intéressant entre autres aux problèmes des femmes.

- La Guinée:
  - ◆ Formation de 2 associations de femmes griottes (communicatrices traditionnelles).
  - ◆ Renforcement de l'antenne nationale de l'APAC (l'Association des professionnelles Africaines de la communication).
  - ◆ Augmentation du nombre de femmes dans les radios rurales couvrant tout le territoire. Ces radio émettent dans les 8 langues nationales, et sont bien créditées et très suivies même à l'étranger.
- Le Nigéria:
  - ◆ Apparition de groupes d'intérêt qui s'attaquent aux stéréotypes négatifs véhiculés par les médias, ce qui a incité ces derniers à améliorer leur couverture des activités féminines et développer un sens poussé de l'approche genre.

- L'Afrique du Sud:
  - ♦ Constitution de Women's Net, fruit du partenariat existant entre Sangonet et la C.G.E, dont la mission est de faciliter l'accès des femmes aux TIC pour la promotion de leur cause.
- La Tunisie:
  - ♦ Mise en place de deux réseaux:
    - Le réseau d'information sur la femme (RIF) qui relie les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ayant un fond documentaire sur la femme,
    - Le réseau maghrébin d'information sur la femme (REMIF) qui relie les organismes possédant un fond documentaire sur la femme en Tunisie, en Algérie et au Maroc.
  - ♦ Apparition de centres d'animation pour les femmes rurales destinés à répondre à leurs besoins en matière d'information et de formation.
- Le Zimbabwe:
  - ♦ Création de radios communautaires
  - ♦ Mise en place de clubs d'écoute radio

### **8.10. Analyse des progrès réalisés par les pays africains**

Cet état des lieux des progrès réalisés par les divers pays qui ont intégré d'une manière ou d'une autre le volet, "Femmes, information, communication et art" parmi les domaines prioritaires de leur plan d'action, est loin d'être exhaustif. Mais il nous aide au moins à comprendre les grandes orientations de la situation actuelle relativement à ce domaine précis et de formuler les déductions suivantes:

- Les initiatives examinées pour les besoins de cette recherche montrent que le secteur privé féminin ne s'intéresse pas suffisamment aux médias, ni aux nouvelles technologies de l'information, soit pour y investir, soit pour élargir l'assise du partenariat avec d'autres parties qui ont déjà fait l'expérience d'y investir. Or, les femmes ne sauraient prétendre à une quelconque parité et encore moins une quelconque préséance sur les hommes, dans l'emploi, la gestion ou la prise de décision dans ce domaine stratégique de l'information et de la communication, si elles n'associent pas l'ascendant politique au pouvoir financier. Seul un pays comme Madagascar a prévu parmi ses objectifs d'encourager les femmes entrepreneurs à investir dans le domaine des médias" et a produit des émissions de radio et de télévision "pour valoriser l'esprit entrepreneurial des femmes malgaches".

La réalisation du projet relatif à la création de centres sous-régionaux pour les femmes entrepreneurs en Afrique pourrait constituer une chance à saisir et faire de ces centres un forum où seraient étudiées et approfondies les perspectives d'investissement dans les médias par et pour les femmes.

- L'Afrique connaît aujourd'hui une lune de miel prometteuse avec l'information et les nouvelles techniques de communication qui semblent gagner de plus en plus de terrain.

Mais il semble toutefois qu'on n'accorde pas assez de place aux méthodes de communication traditionnelles (contes, théâtre, etc...) dont, la réhabilitation pourrait compenser l'incapacité à couvrir (grâce au TIC et autres) toutes les régions et les groupes de femmes qui en ont besoin (par manque d'infrastructure de base, de formation ou à cause de la persistance de l'analphabétisme). A ce sujet, il y a lieu de citer l'initiative lancée dans un pays comme la Guinée pour constituer un réseau de communicateurs traditionnels (griots, généalogistes, conteurs, entremetteurs, chefs religieux, etc...) et organiser un séminaire avec les communicateurs dits "modernes" de la presse écrite, et de la radio/télévision.

Cette action constitue une pratique pragmatique qu'il serait utile de développer en tant que formule de communication alternative pouvant servir dans les activités de plaidoyer en faveur de la promotion de la femme.

- Les actions menées par les diverses organisations régionales et internationales (ONGs, réseaux, associations, etc...) pour la promotion de la condition et de l'image de la femme en Afrique dans lesquelles l'information et les techniques de communication ont été mises à contribution, semblent quelque peu isolées du monde des médias officiels. En effet, ces derniers -qui sont très souvent dirigés par l'Etat- ne présentent pas le même enthousiasme ni la même rigueur dans la poursuite des objectifs de la plate-forme mondiale de Beijing en ce qui concerne les femmes et l'information.

Par ailleurs, au cours de notre recherche, nous n'avons trouvé aucune indication prouvant que les médias officiels se font l'écho de ces actions, ou les reproduisent parfois en les adaptant à leurs moyens spécifiques.

- Au cours des cinq dernières années, l'attitude des médias officiels à l'égard des la femme (qu'il s'agisse de l'approche adoptée en traitant des problèmes concernant les femmes, ou de leur politique de recrutement du personnel féminin au sein de leurs organisations) a commencé à connaître une légère évolution dans certains pays et sous-régions. Mais ce changement reste épisodique, irrégulier et peu uniforme.
- La majorité des rapports nationaux d'évaluation de la mise en oeuvre des Plate-formes régionale et mondiale reconnaissent le manque d'engagement politique de la part des gouvernements pour la promotion de l'image de la femme dans les médias, en tant que sujet traité, mais aussi en tant que sujet agissant, faisant activement partie du monde de l'information.

Ces derniers continuent de véhiculer des images stéréotypées sur les femmes, qui ne peuvent que porter préjudice aux efforts déployés par d'autres secteurs en vue de promouvoir leurs droits. Les clichés projetés sur les femmes rurales en particulier perpétuent l'image négative et dévalorisante de la femme africaine en général. D'autre part, la féminisation lente des secteurs (et des postes) décisifs de la profession, ainsi que le manque d'engagement de la part des femmes elle-mêmes ont une incidence certaine sur le contenu des programmes diffusés par les différents médias. Ceci nous mène à penser que l'intérêt porté par les médias officiels à la question de la femme n'obéit pas à une politique réelle ou une stratégie bien définie, mais fait plutôt l'objet d'une improvisation qui se manifeste occasionnellement, voire même accessoirement.

- Malgré les limites objectives imposées à cette recherche (temps accordé, documents consultés, actions recensées, etc...), il nous a été aisé de comparer les actions menées par

les organisations régionales, internationales (agences des Nations Unies, ONGs, réseaux, associations, etc...) et celles entreprises par les gouvernements et les médias officiels.

Telle qu'elle nous paraît, la situation permet de déduire que l'évolution réalisée dans le domaine prioritaire "femme, médias, communication et art" se fait à deux vitesses. En effet, dans leur majorité, les gouvernements semblent loin d'avoir atteint leur vitesse de croisière dans la mise en œuvre des objectifs liés à ce domaine. Il y a certes des avancées encourageantes susceptibles de renforcer cette masse critique à laquelle nous assistons aujourd'hui dans le domaine de l'information au service du développement et de la promotion de la femme.

- L'information au féminin a désormais un plus grand droit de cité, mais les initiatives positives restent isolées. A cela, vient s'ajouter la lenteur accusée dans les actions entreprises par les divers gouvernements en Afrique.

La question qu'on peut légitimement se poser à ce niveau est la suivante: Comment expliquer cette lenteur, et quels sont les moyens susceptibles de créer une synergie réelle entre l'action des gouvernements et les initiatives prises par d'autres structures nationales, régionales et internationales intervenant dans le domaine spécifique des médias et de l'information?"

Il serait inexact et même injuste de citer la désaffection ou la frilosité à l'égard de la question de la femme comme cause pouvant expliquer cette lenteur des gouvernements à honorer leurs engagements à une époque où toute la communauté internationale a reconnu que la transversalité du développement doit inexorablement intégrer les femmes avec toutes leurs sexospécificités en tant qu'acteur de développement au même titre que l'homme.

- Parmi les pays qui se sont penchés sur le domaine ci-étudié comme l'un des domaines prioritaires, le Sénégal et la Tunisie seulement ont mentionné les ressources qui leur sont allouées. Ceci nous mène à penser que le manque de moyens financiers et humains, l'urgence de l'action que nécessite d'autres domaines jugés encore plus prioritaires (tels que la réduction de la pauvreté, l'accès à l'éducation et à la santé, ou la lutte contre la violence à l'égard des femmes) sont peut-être autant de raisons susceptibles d'expliquer le manque de tonus et de régularité dans les interventions des gouvernements dans ce domaine prioritaire.

D'aucuns verraient dans cette attitude une démission au profit des ONGs et de la société civile, qui reconnaissons le, semblent disposer de plus de liberté et de moyens dans leurs actions de terrain.

Mais la société civile ne pourrait en aucun cas supplanter les gouvernements qui devraient, au contraire, lui servir de guide et encadrer son action conformément à une stratégie soigneusement élaborée.

## 9. CONCLUSION GÉNÉRALE

Aujourd'hui, les femmes africaines ne peuvent plus se permettre d'être les laissées pour compte, ou le parent pauvre du processus général de développement. C'est en Afrique qu'il est le plus urgent d'agir pour que le monde de la communication soit accessible à tous et constitue une force motrice réelle pour la promotion de la femmes.

Les professionnelles de la communication sont appelées à s'impliquer davantage dans l'action menée par les associations de femmes et autres si elles veulent que le nouvel ordre africain de l'information se fasse l'écho des besoins de la femme africaine et respecte ses sexospécificités, dans un monde de plus en plus conscient de l'importance que revêt la dimension de genre comme condition préalable à tout effort de développement et d'équité.

L'image de la femme dans les médias ne reflète pas encore le sérieux avec lequel notre continent s'est engagé dans la poursuite de ses objectifs de développement. Certes, des initiatives ambitieuses et louables sont en cours au niveau des pays et des sous-régions ; mais elles restent éparpillées, isolées et très peu médiatisées.

Le Centre Africain pour la Femme pourrait jouer un rôle d'instigateur et de fédérateur à la fois en facilitant la création d'un Observatoire Africain du traitement de la question de la femme dans les médias.

Cet observatoire aurait pour mission de faire l'état des lieux de manière périodique, détecter les bonnes pratiques relatives au traitement de l'information sur les femmes suivant une approche non dévalorisante et réductrice et enfin, jauger la progression de la profession vers une stratégie qui intègre pleinement le concept genre. En collaborant avec les Observatoires nationaux déjà existants, et le Centre Africain Femme et Médias, il constituerait un puissant relai d'appui et un outil de plaidoyer pour les organisations féminines coopérant avec les médias, et aiderait les groupes de pression, comme les parlementaires notamment dans leur action en faveur de la promotion des droits des femmes et de leur rôle dans le processus général de développement en Afrique.



## BIBLIOGRAPHIE

- |                                            |                                                                                                    |
|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Sophie Béssis / Souhayr Belhassen       | Femmes au Maghreb, l'enjeu                                                                         |
| 2. Aziza Dergouth Medimegh                 | Droits et Vecu de la femme en Tunisie                                                              |
| 3. Fatima Mernissi                         | Sexe, Idéologie, Islam                                                                             |
| 4. Kate Figes                              | Because of her sex (the myth of equality of women in Britain).                                     |
| 5. Rachida Ben Messaoud                    | Femme et Ecriture: spécificité et éloquence de la différence                                       |
| 6. Afturd – ouvrage collectif              | Comment les femmes vivent                                                                          |
| 7. Afturd – ouvrage collectif              | La moitié entière                                                                                  |
| 8. Institut Africain pour la démocratie    | Femmes et Médias                                                                                   |
| 9. Association des femmes Africaines       | Femmes et Médias en Afrique pour la recherche sur le développement                                 |
| 10. Editions UNESCO                        | Réinventer l'Afrique                                                                               |
| 11. Editions UNESCO                        | Emploi des femmes dans les Médias: une histoire inachevée                                          |
| 12. Editions UNESCO                        | Rapport Mondial sur la communication                                                               |
| 13. Editions UNESCO                        | The Unesco Mediterranean Programme                                                                 |
| 14. Abdelkarim Hizaoui                     | Mécanisme de suivi de l'image de la femme dans les Médias en Tunisie: Rapport de Synthèse          |
| 15. Centre d'information des N.U à Tunis   | Femme, le suivi de Beijing                                                                         |
| 16. Le Centre Africain de perfectionnement | CAPJC, 15 ans d'existence (1983-1998) des journalistes et communicateurs (CAPJC – Tunis)           |
| 17. Tunisian National Board of Family      | National Report on Population and Population (ICPD + 5)                                            |
| 18. Commission économique pour l'Afrique   | Documents de la Conférence internationale sur les femmes africaines et le développement économique |



## **ATELIER D'ÉVALUATION**

### **Domaine Prioritaire: Femmes, Information, Communication et Art** **Questions Directrices**

#### **Thème I: La Plate-forme Mondiale**

1. Cinq ans après la tenue de la 4ème conférence mondiale sur les femmes, pensez-vous que la plate-forme de Beijing ait été suffisamment médiatisée dans votre pays?
  - Qu'est-ce qui a été fait dans ce sens? (au niveau officiel, ONG, institutions académiques, professionnelles, etc...)
  - Pensez-vous que la relance soit nécessaire?
2. Etes-vous impliquée(s) dans les mécanismes de suivi de la plate-forme mondiale? Etes-vous suffisamment informée(s) sur le fonctionnement de ces mécanismes?
  - Quels en sont les points forts?
  - Quelles en sont les faiblesses?

#### **Thème II: La situation de l'information et des médias dans votre pays**

3. Existe-t-il un Conseil supérieur/Commission nationale de l'information dans votre pays?
  - A quand en remonte la date: avant ou après Beijing 95?
4. La liberté de la presse constitue-t-elle un sujet de débat?
5. Comment évaluez-vous la dotation budgétaire accordée au secteur de l'information?
  - Les ressources financières et humaines sont-elles adéquates? Sont-elles compatibles avec d'autres secteurs
  - Quels efforts ont été fournis depuis Beijing pour la mobilisation des ressources? Qu'en a été le moteur?
6. Quels sont les centres d'influence qui dominent le secteur de l'information/la presse/communication dans votre pays?

#### **Thème III: La place de la femme dans le secteur de l'information**

7. Comment voyez-vous l'intégration du concept de genre dans ce secteur? Quels sont les progrès réalisés depuis la conférence de Beijing?
8. Quelle est la place qu'occupe la presse féminine dans le secteur? A-t-elle été associée à l'élaboration du plan d'action national de votre pays?  
Régulièrement/épisodiquement/pas du tout
9. Quel est le statut des ONG féminines dans votre pays? Travaillent-elles avec les médias? Donnez quelques exemples/réalisations concrètes.

10. Les associations professionnelles liées à ce secteur ont-elles été sensibilisées après Beijing 95?

#### Thème IV: La Formation

11. Avez-vous enregistré un progrès réel à ce niveau?
  - Pouvez-vous donner une idée approximative du nombre de femmes ayant profité des programmes de formation:
    - ♦ dans la profession elle-même
    - ♦ dans l'accès aux TIC pour les femmes en dehors de la profession
    - ♦ dans les moyens de communication plus traditionnels.

#### Thème V: Les moyens de communication alternatifs

12. Comment évaluez-vous l'expérience des radios communautaires (s'il y en a) dans votre pays?
13. Quelle en est la conception, le contenu, l'objectif
14. Ces radios ont-elles fait l'objet d'études et de recherches pour en mesurer l'impact?
15. Pensez-vous qu'il y ait un décalage entre les radios communautaires et les médias dits officiels relativement au contenu des programmes diffusés par les uns et les autres?
16. Comment voyez-vous l'usage combiné des moyens de communications traditionnels et des TIC? Présente-t-il uniquement des avantages?
17. Comment voyez-vous le renforcement de cette expérience sur le plan sous-régional/régional?

#### Thème VI: Les ONG/Réseaux internationaux

18. Y-a-t-il une coordination réelle entre les ONG nationales et ces structures internationales?
19. Faudra-t-il s'unir au niveau de la sous-région/de la région pour pouvoir travailler sur le même pied d'égalité avec ces organisations internationales, quitte à les remplacer plus tard sur le terrain?

#### Thème VII: L'évaluation à venir

20. Quels progrès prévoyez-vous pour les cinq ans à venir?

**ATELIER**  
**Domaine Prioritaire : Femme, Information, Communication et Art**  
**Modèle de Tableau de Synthèse optimal**

**PAYS: LE BURKINA FASO**

Situation en 19995	Activités réalisées	Difficultés	Engagements
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 40 femmes sur 400 communicateurs</li> <li>▪ 1 femme sur 18 journalistes à la Radio Nationale Burkinabè</li> <li>▪ 6 femmes à la Presse écrite</li> <li>▪ Rédacteur en Chef : 0</li> <li>▪ 4 femmes Directrices d'Agences de Communication</li> <li>▪ Conseil National de l'Information : 5 femmes sur 11 membres</li> <li>▪ Poste de décision dans les Médias: 0</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accroissement de l'espace destiné aux femmes dans les médias : l'on a un plus grand nombre d'articles dans la presse écrite, plus de programmes à la TV/Radio, etc...</li> <li>▪ Installation de radios locales (publiques et privées dans les chefs-lieux de province), et encouragement à la création de radios communautaires (Etat/Privé)</li> <li>▪ Facilités accordées aux éditeurs de journaux privés en langues nationales.</li> <li>▪ Extension de la couverture télévisuelle</li> <li>▪ Accroissement de la production cinématographique féminine (Etat/Privé)</li> <li>▪ Amélioration de la qualité des productions féminines dans les médias, ce qui a valu des prix à un certain nombre de professionnelles de l'information (au plan national et international)</li> <li>▪ Création d'un Département Arts et Communication à l'Université de Ouagadougou</li> <li>▪ Formation des animatrices des radios locales en technique radio (ONG-Associations)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Analphabétisme des femmes rurales, peu d'accès aux médias, monopole des femmes cultivées ayant le pouvoir économique, femmes artistes)</li> <li>▪ Production truffée de Stéréotypes</li> <li>▪ Faible nombre de femmes dans les écoles de formation</li> <li>▪ Coûts élevés de la production et couverture médiatique</li> <li>▪ Pas d'appui institutionnel</li> <li>▪ Le Ministère de la Communication et de la Culture n'a pas de politique spécifique en direction des femmes des médias</li> <li>▪ Le faible nombre de femmes cadres de conception a conduit à la faiblesse du nombre de femmes aux postes de décision, difficulté pour les femmes de s'approprier les cadres d'expression existants.</li> <li>▪ Pas de politique connue au sein des ONG et associations de femmes</li> <li>▪ Manque de concertation entre ONG et associations de femmes et les professionnelles de la communication féminine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tenue d'ateliers de formation pour Rédacteurs en Chef sur les questions femmes</li> <li>▪ Etude sur les heures de diffusion des programmes féminins (impact et audimat, etc...)</li> <li>▪ Assurer l'autonomie de la radio rurale</li> <li>▪ Former le Club de la Presse en approche Genre</li> <li>▪ Création de prix pour récompenser les productions valorisant l'image de la femme</li> <li>▪ Initier les professions de la Communication en TIC</li> <li>▪ Appuyer le volet médias de l'Observatoire sur la condition des femmes.</li> <li>▪ Instituer une journée de communication pour les ONG et les associations de femmes</li> <li>▪ Encourager une collaboration plus efficace entre ONG/associations féminines et médias pour les activités en direction des femmes</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Mise en place d'un Club de Presse pour la Promotion de la femme (Etat/Privé)</li> <li>■ Mise en place d'un Réseau de journalistes en Population et Développement par des ONG et Associations</li> <li>■ Nouvelles structures associatives, de professionnelles de l'information/communication, par exemple : l'UNAFI, UPAFI, Femmed/Wommed</li> <li>■ Formation des femmes des médias en management.</li> <li>■ Session de formation des femmes des médias sur le code des personnes et de la famille</li> <li>■ Installation par l'Etat de centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Implication insuffisante des rares responsables femmes des médias auprès des ONG et associations féminines</li> <li>■ Insuffisance de motivation et d'engagement personnel des femmes des médias</li> <li>■ Léthargie au niveau des structures associatives</li> <li>■ Insuffisance de formation des communicatrices et peu d'engagement pour travailler dans une profession à haut risque</li> <li>■ Persistance de préjugés sur les femmes travaillant dans les médias</li> <li>■ Contraintes liées aux métiers des médias</li> <li>■ Sous-estimation des réalisations féminines</li> <li>■ Complexe de supériorité chez les hommes et d'infériorité chez les femmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Dynamiser la section APAC du Burkina Faso.</li> </ul>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------

